



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

**DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU
CRIMINEL SPÉCIALISÉ DANS LE TRAFIC
DE DROGUE DURE ET SAISIE
DE 49,400 KG DE COCAÏNE**

Un réseau criminel, spécialisé dans le trafic de drogue dure a été démantelé, lundi, par les services de la Sécurité de l'Armée de la 5 Région militaire, qui ont saisi 49,400 kilogrammes de cocaïne, indique, mardi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.



P.16

REPRISE DES COMBATS
AU SUD DU SOUDAN

**L'ONU ALERTE SUR
UNE SITUATION
HUMANITAIRE
INQUIÉTANTE**



Depuis la reprise des combats au sud du Soudan, la situation humanitaire se fragilise de nouveau, avec le déplacement de centaines de milliers de personnes ces dernières semaines dans l'État de Jonglei. L'interdiction d'accès des aides humanitaires et la destruction des infrastructures sanitaires ont favorisé la famine et la propagation de maladies, notamment le choléra.

P.7

COMMERCE

**REZIG SE RÉUNIT AVEC
LES OPÉRATEURS DE
LA FILIÈRE PLASTIQUE**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé une réunion avec les producteurs et les importateurs de plastique destiné à l'emballage, affiliés au Conseil du renouveau économique algérien (CREA), afin d'examiner les moyens d'organiser cette filière et de réguler les mécanismes de son activité, indique le communiqué du ministère

P.2

DANS SON ALLOCUTION À L'OCCASION DU 24 FÉVRIER

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REND
HOMMAGE AUX BÂTISSEURS DE L'ALGÉRIE**



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, lu par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, qui a présidé mardi à Oran la cérémonie de célébration de ce double anniversaire.

MODERNISATION DU SYSTÈME UNIVERSITAIRE ALGÉRIEN

**QUATRE NOUVEAUX SERVICES NUMÉRIQUES LANCÉS
PAR M.KAMEL BADDARI**

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, a inauguré mardi à Alger quatre outils digitaux inédits, portant à soixante-treize le total des portails actifs au sein de son département.

P.2

MODERNISATION DU SYSTÈME UNIVERSITAIRE ALGÉRIEN TITRE

QUATRE NOUVEAUX SERVICES NUMÉRIQUES LANCÉS

PAR M.KAMEL BADDARI

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, a inauguré mardi à Alger quatre outils digitaux inédits, portant à soixante-treize le total des portails actifs au sein de son département.

Par Youcef Hamidi

Lors de cet événement, le représentant du gouvernement a expliqué que ces dispositifs, nés de l'expertise des laboratoires et centres de calcul nationaux, consolident l'écosystème numérique du secteur. Ce déploiement témoigne de l'avancée technologique majeure de l'université dans ses missions pédagogiques et de gouvernance, ainsi que dans les prestations sociales offertes aux étudiants.

Cette mutation profonde représente, selon M. Baddari, le socle de l'université de quatrième génération : un établissement productif et interconnecté avec son tissu socio-économique. Il a souligné que cette dynamique encourage les chercheurs et les étudiants à transformer leurs concepts en



jeunes entreprises innovantes. Cette stratégie s'inscrit directement dans le programme de développement 2024-2029 porté par

le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour l'édification d'une Algérie nouvelle et performante.

Parmi les nouveautés, le « Registre numérique des filiales économiques » vise à optimiser la gestion des entités universitaires commerciales tout en valorisant les découvertes scientifiques en projets rentables. Parallèlement, le réseau AUNEI se consacre à l'entrepreneuriat pour soutenir l'économie de la connaissance et accompagner l'éclosion de projets à forte valeur ajoutée. Enfin, deux services pratiques ont été introduits : une interface de téléconsultations pour le suivi psychologique en milieu étudiant, ainsi qu'un système de réservation de repas intégré directement à l'application mobile dédiée à la communauté universitaire.

Y.H

CONCOURS NATIONAL D'ACCÈS AUX FORMATIONS DOCTORALES EN AÉRONAUTIQUE

14 POSTES OUVERTS À L'USTO-MB

Quatorze (14) postes sont ouverts à l'Université des sciences et de la Technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB) pour le concours national d'accès aux formations doctorales en aéronautique pour l'année universitaire 2025-2026, a-t-on appris, mardi, auprès de l'Université.

Pour ce concours d'accès à l'Ecole Doctorale en Aéronautique, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a ouvert 53 postes dans différentes universités sur le plan national, dont l'USTO-MB avec 14 postes, l'Université Blida 1 (12 postes), l'Université de Sidi Bel-Abbes (12 postes), l'Université Batna 2 (9 postes) et l'Université Constantine 1 (6 postes), selon la même source.

Dans ce cadre, plusieurs spécialités ont été ouvertes, dont les Structures aéronautiques, Propulsion aéronautique, Avionique, Opérations aériennes, Aéronautique et mécanique de l'aviation légère.

Concernant les dates du concours, le dépôt de candidatures se fait via la plateforme (PROGRES) du 21 février au 4 mars, la vérification administrative (5 – 15 mars), l'Etude scientifique des dossiers (16 – 23 mars), Publication de la liste des candidats retenus (24 mars), Traitement des recours (25 – 31 mars), Publication de la liste finale (1er avril) et le Déroulement des épreuves du 4 au 16 avril.

L'USTO-MB est désignée point focal national, sous la coordination du Professeur Imine Bachir, assurant la coordination académique et le suivi pédagogique en collaboration avec les établissements partenaires. Cette désignation confirme le rôle stratégique de l'USTO-MB dans le développement de la formation doctorale en aéronautique et le renforcement de la recherche scientifique au service du secteur aérien et du développement technologique du pays, a-t-on souligné.

RA

POUR LE RECENSEMENT DES DIPLÔMÉS DES ÉCOLES PARAMÉDICALES PRIVÉES SANS EMPLOI

OUVERTURE D'UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE

Le ministère de la Santé a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture d'une plateforme numérique pour le recensement des diplômés des écoles paramédicales privées agréées, n'ayant pas obtenu d'emploi à la date de cette annonce.

"Dans le cadre de l'organisation des données statistiques relatives aux écoles paramédicales privées agréées par le ministère et de la mise à jour de la base de données, la Direction de la Formation annonce l'ouverture d'une plateforme numérique pour recenser les diplômés de ces écoles n'ayant pas obtenu d'em-

ploi à la date du présent communiqué", précise la même source. Cette opération vise à "établir des statistiques précises sur le nombre de diplômés sans emploi et permettre aux services compétents de préparer des mécanismes d'accompagnement et d'intégration adaptés aux besoins du secteur de la santé". Les concernés peuvent trouver le lien de la plateforme numérique sur le site officiel du ministère de la Santé ou en accédant directement via le lien "formation-prive.sante.gov.dz", conclut le communiqué.

RA

OTRE RELIGION

BELMEHDI REÇOIT LE PRÉSIDENT DU HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, a reçu, mardi, le président du Haut conseil islamique (HCI), Mabrouk Zaid El Kheir, dans le cadre du renforcement de la coopération et de la coordination bilatérales au service du référent religieux national et de la consolidation des efforts conjoints, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre, tenue au siège du ministère, a porté sur "l'élaboration d'un

plan d'action commun couvrant plusieurs domaines, notamment ceux liés à la fatwa, au développement des programmes de culture islamique, ainsi qu'à l'organisation de conférences et de rencontres intellectuelles, contribuant à l'ancrage d'une conscience religieuse éclairée et à l'accompagnement des préoccupations de la société", précise la même source.

RA

OUARGLA

DÉCÈS DU MOUDJAHID ABDELKADER BENTEDJ

Le moudjahid Abdelkader Bentedj est décédé, mardi à Ouargla, à l'âge de 99 ans, a-t-on appris de la direction des Moudjahidine et Ayants droit de la wilaya.

Le défunt a rejoint les rangs de la Révolution dans la région d'Ouargla, où il a assumé des missions de col-

lecte de fonds, en compagnie d'un groupe de moudjahidine. Il se déplaçait dans différentes régions.

La dépouille mortelle du défunt sera inhumée mardi après la prière d'El-Asr au cimetière de Said-Otba à Ouargla.

APS

NÂAMA

DÉCÈS DU MOUDJAHID BELKACEM TEBBOUNE

Le moudjahid Belkacem Tebboune s'est éteint, mardi, à l'âge de 92 ans dans la commune de Mecheria, a-t-on appris de la Direction des moudjahidine et des ayants droit de la wilaya.

Le défunt est né en 1934 dans la commune de Boussemghoun (wilaya d'El Bayadh). Il a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale en 1956, où il a occupé plusieurs responsabilités durant la glorieuse Guerre de libération nationale.

Il a également pris part à de nombreuses batailles et affrontements contre les forces coloniales françaises dans la zone II de la wilaya VI historique, notamment la bataille d'El Gaâda à Aflou (Laghouat), ainsi qu'à

l'embuscade de la région de Bounedzir au mont Messaâd.

La dépouille du défunt sera inhumée dans sa ville natale de Boussemghoun.

En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille du défunt, ainsi qu'à l'ensemble de la famille révolutionnaire, priant Dieu Tout-Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis, et d'octroyer à ses proches patience et réconfort.

Ra

DANS SON ALLOCUTION À L'OCCASION DU 24 FÉVRIER

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REND HOMMAGE
AUX BÂTISSEURS DE L'ALGÉRIE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, lu par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, qui a présidé mardi à Oran la cérémonie de célébration de ce double anniversaire et dont voici la traduction APS:

Prière et paix sur le plus noble des Messagers,
Mesdames, Messieurs,

Le vingt-quatre (24) février, nous observons, comme chaque année, une halte pour nous remémorer le double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (1956) et de la nationalisation des hydrocarbures (1971).

Nous célébrons, en cette occasion, une des journées mémorables de l'histoire de la glorieuse Révolution de libération, lorsque les travailleuses et travailleurs algériens proclamèrent leur adhésion à la lutte armée, exprimant à cette époque l'élan d'un peuple tout entier embrassant sa Révolution grandiose. Parmi eux, les compagnons du martyr emblématique Aïssat Idir, la génération des ouvriers et syndicalistes fondateurs d'une des forteresses et écoles de l'engagement national, dont l'exemple se transmet de génération en génération dans la défense de l'Algérie, comme l'ont démontré les positions de l'organisation syndicale dans les moments les plus critiques.

Le tribut payé par l'UGTA, à travers ses cadres et dirigeants martyrs du devoir national, à leur tête le martyr Abdelhak Benhamouda, n'est-il pas la signification la plus éloquent du patriotisme, illustrant les images les plus sincères du sacrifice, et l'expression la plus fidèle de la loyauté envers les pionniers fondateurs et envers les principes et les valeurs du Message de Novembre.

En cette occasion, nous nous remémorons également une décision souveraine historique et déterminante. Les Algériennes et les Algériens se souviendront toujours, avec fierté, du défi relevé par les ingénieurs, techniciens et agents, avec les moyens dont ils disposaient, afin d'assurer la continuité



de la production dans le secteur de l'énergie, après l'annonce, le 24 février 1971, du recouvrement de notre souveraineté sur nos richesses nationales.

Ce sont eux qui ont été un exemple pour les générations suivantes de compétences, de cadres, de travailleuses et de travailleurs du secteur de l'énergie. Ils continuent, avec brio, d'assumer les missions de contrôle des différents maillons de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, de la recherche et de l'exploration à la production, au transport et à la commercialisation. Grâce à leurs efforts, nous avons pu doubler la production commerciale d'énergie.

Aujourd'hui, nous sommes le septième exportateur mondial de gaz et le troisième fournisseur du marché européen, de même que nous détenons la troisième plus grande réserve pétrolière en Afrique.

Je suis convaincu que les perspectives sont prometteuses, grâce à nos travailleuses et à nos travailleurs, ainsi qu'à leur qualification, leur compétence et leur expérience, pour mettre en œuvre la stratégie

de renouvellement de nos réserves pétrolières et gazières et développer les projets de l'industrie de transformation.

Tout en saluant leurs efforts et leur mobilisation, dans le même esprit que celui dont ont fait preuve leurs prédécesseurs, en cette étape où nous œuvrons à consacrer la valeur de l'effort et du travail comme moteur des processus de développement durable du pays et à encourager les compétences, notamment parmi nos jeunes, à poursuivre l'excellence technique et la maîtrise des technologies, je tiens à exprimer ma profonde considération à l'ensemble des femmes et des hommes qui se dévouent à la concrétisation des grands projets.

Les réalisations mises en service au cours des dernières années, celles en cours d'achèvement et celles inscrites au programme des projets dont le lancement est imminent ne sont que la preuve de leur confiance dans la trajectoire qu'emprunte l'Algérie. Tout cela n'est que la concrétisation de politiques économiques et sociales dont les fruits et les jalons apparaissent chaque jour davantage à travers les diffé-

rentes régions du pays.

C'est également une source de satisfaction lorsque nous percevons, tous ensemble, au plus profond de notre chère patrie et au sein du peuple algérien digne, les sentiments de bienvenue et de réjouissance manifestés avec éclat à l'occasion de l'inauguration de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, qui se veut, aux côtés d'autres projets structurants à dimensions locale et nationale, l'affirmation que les politiques nationales actuelles reposent sur le critère de l'efficacité et du réalisme, ainsi que sur la justesse d'une décision politique souveraine.

C'est là une orientation qui exprime la doctrine de l'Algérie nouvelle et victorieuse, une doctrine étroitement liée à la référence de Novembre et au legs de la glorieuse Révolution de libération, une doctrine pragmatique, à tous égards, dans l'établissement de passerelles de coopération et de partenariat avec tous, dans tous les continents, sur la base des intérêts et des avantages mutuels.

Je renouvelle mes salutations à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs à l'occasion de l'anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens, ainsi qu'à l'ensemble des dirigeants, cadres, travailleuses et travailleurs du secteur des hydrocarbures, qui suivent la voie tracée par leurs prédécesseurs au lendemain de l'annonce de la décision de la nationalisation des hydrocarbures, et puisent dans le défi qu'ils ont relevé à l'époque, la force et la détermination pour développer le secteur et accroître ses capacités.

**Vive l'Algérie,
Gloire et éternité à nos valeureux martyrs".**

RA/APS

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. GHRIEB PRÉSIDE À ORAN LA CÉRÉMONIE MARQUANT LE DOUBLE
ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué, mardi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oran, afin de superviser la cérémonie marquant le 70e anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et le 55e anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures, célébrés le 24 février de chaque année.

Dans un message lu à cette occasion par le Premier ministre, le président de la République a souligné que "les Algériennes et les Algériens se souviendront toujours, avec fierté, du défi relevé par les ingénieurs, techniciens et agents, avec les moyens dont ils disposaient, afin d'assurer la continuité de la production dans le secteur de l'énergie, après l'annonce, le 24 février 1971, du recouvrement de notre souveraineté sur nos richesses nationales".

Le président de la République a salué les efforts consentis par les travailleuses et les cadres du secteur, ayant permis à l'Algérie de doubler sa production commerciale d'énergie.

Aujourd'hui, l'Algérie est "le septième exportateur mondial de gaz et le troisième fournisseur du marché européen, de même que nous détenons la troisième plus grande réserve pétrolière en Afrique", a rappelé le président de la République.

Il a également mis en avant la capacité des travailleurs du secteur à concrétiser la stratégie de renouvellement des réserves pétrolières et gazières et à développer les projets de l'industrie de transformation.

"Les réalisations mises en service au cours des dernières années, celles en cours d'achèvement et celles inscrites au programme des projets dont

le lancement est imminent ne sont que la preuve de leur confiance dans la trajectoire qu'emprunte l'Algérie", a soutenu le président de la République.

Il a, en outre, mis en lumière les sentiments de bienvenue et de réjouissance manifestés avec éclat à l'occasion de l'inauguration de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest, qui se veut, aux côtés d'autres projets structurants à dimensions locale et nationale, l'affirmation que les politiques nationales actuelles reposent sur le critère de l'efficacité et du réalisme, ainsi que sur la justesse d'une décision politique souveraine.

"C'est là une orientation qui exprime la doctrine de l'Algérie nouvelle et victorieuse, une doctrine étroitement liée à la référence de Novembre et au legs de la glorieuse Révolution de libération, une doctrine pragmatique, à tous égards, dans l'établissement de passerelles de coopération et de partenariat avec tous, dans tous les continents, sur la base des intérêts et des avantages mutuels", a-t-il ajouté.

En conclusion, le président de la République a réitéré ses salutations à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs à l'occasion de l'anniversaire de la création de l'UGTA, ainsi qu'à l'ensemble des dirigeants, cadres, travailleuses et travailleurs du secteur des hydrocarbures, qui suivent la voie tracée par leurs prédécesseurs au lendemain de l'annonce de la décision de la nationalisation des hydrocarbures.

Dans le cadre du programme de la visite, le Premier ministre a inspecté plusieurs projets relevant du secteur de l'énergie au niveau de la zone industrielle d'Arzew, où il s'est enquis de l'état d'avancement des projets industriels stratégiques visant à renforcer la base productive nationale et à consolider les capacités industrielles dans le domaine énergétique.

Il a, à cette occasion, suivi un exposé présenté par les responsables de Sonatrach concernant le projet de réalisation d'une unité de production de Méthyl Tert-Butyl Ether (MTBE) avant de visiter le site du projet pour inspecter l'avancement des travaux et la salle de contrôle.

Ce projet fait partie des projets stratégiques inscrits dans le programme de développement de l'industrie pétrochimique en Algérie, d'autant plus qu'il contribuera à satisfaire les besoins des raffineries nationales en cette matière utilisée dans la production d'essence sans plomb.

Dans le même sillage, le Premier ministre a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'une unité de traitement catalytique continu du naphtha lourd (CCR) au niveau de la raffinerie d'Arzew, ce qui permettra d'augmenter la capacité de production d'essence et de renforcer les capacités nationales de raffinage.

Le Premier ministre a également inauguré le nouveau siège de la direction régionale de la zone industrielle relevant de l'activité de liquéfaction et de séparation du gaz de Sonatrach, dans le but d'améliorer la gouvernance et de renforcer l'efficacité de la gestion administrative de la zone.

Lors de cette visite, le Premier ministre a échangé avec les travailleurs, écoutant leurs explications et préoccupations, et abordant avec eux les voies et moyens de promouvoir et de développer le secteur de l'énergie, notamment dans le domaine des énergies renouvelables.

Il a, par ailleurs, souligné l'importance stratégique qu'accorde le président de la République à ce secteur vital, en tant que pilier essentiel du renforcement du développement national et de la consécration de la sécurité énergétique.

NATIONALISATION DES HYDROCARBURES

UNE DÉCISION SOUVERAINE AYANT CONSOLIDÉ LES FONDEMENTS DE L'ETAT NATIONAL

Le Président-directeur général du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, a affirmé mardi à Oran que la nationalisation des hydrocarbures a constitué "une décision souveraine courageuse et une étape charnière dans le processus d'édification de l'Etat national indépendant", soulignant que cet acquis historique a jeté les bases solides d'une industrie énergétique nationale intégrée.

Dans une allocution prononcée dans la zone industrielle d'Arzew, à l'occasion de la cérémonie commémorative du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et de la nationalisation des hydrocarbures, présidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Daoudi a indiqué que la création de l'UGTA le 24 février 1956 a constitué "un tournant décisif dans le parcours de lutte du peuple algérien pour la liberté et le recouvrement de la souveraineté nationale". Il a ajouté que la décision de nationaliser les hydrocarbures, prise le 24 février 1971, est venue consacrer l'indépendance économique et permettre à l'Algérie d'exercer un contrôle total sur ses richesses naturelles. Il a également souligné que la na-



tionalisation des hydrocarbures a re- présenté "le véritable point de départ

de la construction d'une industrie pétrolière et gazière nationale intégrée, dont Sonatrach a onstitué le noyau dur", précisant que le groupe a assumé la responsabilité du développement des ressources nationales sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, allant de l'exploration et de la production au transport et au traitement, jusqu'au raffinage, à la pétrochimie, à la commercialisation et à la liquéfaction. Enfin, il a affirmé que la commémoration de cet anniversaire au complexe d'Arzew "revêt une portée symbolique profonde, en tant que l'un des plus importants pôles industriels stratégiques illustrant le processus de transformation industrielle adopté par l'Algérie pour valoriser ses ressources naturelles et créer de la valeur ajoutée localement".

RE

MICRO-ENTREPRISES

NESDA ET ASICOM SIGNENT UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE COOPÉRATION

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a signé, mardi à Alger, une convention de partenariat et de coopération avec la société algéro-saoudienne d'investissement ASICOM, dans le but de renforcer les mécanismes de financement et d'investissement au profit des micro-entreprises. La convention a été signée par le directeur général de la NESDA, Bilal Achacha, et le directeur général d'ASICOM, Mohamed Salhi, et ce en marge d'une conférence organisée par l'agence sur "le partenariat autour du développement et de l'élargissement des perspectives des micro-entreprises", en présence des cadres des deux parties. Dans une déclaration à la presse, M. Achacha a souligné que cette convention s'inscrit dans "la vision de l'agence visant à faire passer les micro-entreprises de la phase de création à celle de la croissance et de l'expansion, en leur offrant des outils innovants de financement et des partenariats qualitatifs leur permettant de renforcer leur compétitivité avec une intégration efficace dans le tissu économique national". Cette convention permet aux micro-entreprises créées via le dispositif NESDA de bénéficier des financements d'ASICOM pour

développer leurs activités, a-t-il précisé, ajoutant que la sélection des entreprises se fait selon la nature, les composantes, et les besoins du projet, conformément à la politique d'investissement d'ASICOM. A cette occasion, M. Achacha a appelé les fonds de financement à investir dans les micro-entreprises financées par NESDA, ce qui est à même de leur ouvrir de nouvelles perspectives de soutien à leurs projets, et de les doter d'outils de croissance et d'expansion. De son côté, M. Salhi a affirmé que la signature de cette convention "reflète l'engagement d'ASICOM à soutenir l'investissement productif et à accompagner les micro-entreprises prometteuses à travers la mise à disposition de solutions de financement et d'investissement adaptées, contribuant ainsi à la création d'une valeur ajoutée durable et au renforcement de la dynamique de l'économie nationale". Il a ajouté que cette convention offre à la société "ASICOM" l'opportunité d'exploiter les opportunités d'investissement qu'offrent les porteurs de projets qui cherchent à développer leurs activités avec un accompagnement dans leurs plans d'expansion, d'autant que les micro-entreprises constituent un levier essentiel pour

la diversification économique, la création de richesse et d'emplois. La rencontre intitulée "Partenariat autour du développement et de l'élargissement des perspectives des micro-entreprises" a constitué un espace d'échange de vues et d'expériences entre les différents acteurs en matière de soutien à l'investissement et de financement des entreprises. Les discussions ont porté notamment sur les mécanismes de partenariat et de financement, en particulier à travers les fonds d'investissement, en passant en revue les expériences réussies de micro-entreprises ayant réalisé des parcours de croissance exceptionnels. Les participants ont également débattu des voies et moyens d'accompagner les entreprises dans leur phase d'expansion et de développement. Les porteurs de projets présents ont animé un débat au cours duquel ils ont exposé leurs préoccupations, notamment celles liées aux mécanismes de financement. Des explications ont été fournies concernant l'élargissement de leur activité et le renforcement de leur compétitivité sur les marchés.

RE

COMMERCE

REZIG SE RÉUNIT AVEC LES OPÉRATEURS DE LA FILIÈRE PLASTIQUE

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé une réunion avec les producteurs et les importateurs de plastique destiné à l'emballage, affiliés au Conseil du renouveau économique algérien (CREA), afin d'examiner les moyens d'organiser cette filière et de réguler les mécanismes de son activité, indique le communiqué du ministère. Cette réunion, tenue lundi en présence du président du Conseil, Kamel Moula, s'inscrit dans le cadre des réunions consultatives organisées par le secteur du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations avec les différentes filières de production. La rencontre intervient dans

le cadre de l'approche de concertation et de dialogue avec les partenaires économiques, visant à organiser la filière du plastique destiné à l'emballage et à encadrer les mécanismes de son activité afin de garantir l'équilibre du marché et de répondre aux besoins des secteurs utilisateurs de ces produits, précise le communiqué. Lors de la réunion, l'état des lieux de la filière a été présenté, portant notamment sur les capacités de production nationale, les importations ainsi que le volume de la demande, en insistant sur l'importance d'accompagner les producteurs et importateurs à travers des mécanismes de régulation clairs, conclut le communiqué.

RE

TRANSPORT AÉRIEN

AIR ALGÉRIE RENFORCE SES DESSERTES VERS LA GRANDE-BRETAGNE AVEC LA COUVERTURE DES AÉROPORTS DE HEATHROW ET STANSTED

Le groupe Air Algérie a annoncé le lancement de nouvelles dessertes vers la ville de Manchester (Royaume-Uni) avec des vols vers les aéroports de Heathrow et Stansted à Londres, élargissant ainsi son réseau de lignes aériennes vers ce pays, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer sa présence sur le marché européen et à répondre à la demande croissante sur les liaisons entre l'Algérie et la Grande-Bretagne. A ce titre, le nombre de dessertes vers le Royaume-Uni sera porté à 14 vols par semaine durant la saison estivale 2026, "dans une démarche qui reflète l'engagement du transporteur public à répondre aux attentes de la communauté nationale résidant au

Royaume-Uni, tout en offrant des options plus larges aux clients et en renforçant les liaisons aériennes entre l'Algérie et le Royaume-Uni", précise le communiqué, publié lundi. Le groupe Air Algérie souligne que cette expansion "s'inscrit dans le cadre de son plan de développement visant à améliorer la qualité des services, à élargir son réseau de destinations et à renforcer sa position d'acteur majeur du transport aérien", ajoute la même source. Pour toute information complémentaire, le groupe public a invité ses clients à contacter le centre d'appel au numéro court 3302 ou à se rapprocher des agences commerciales.

RE

CHLEF

LE POISSON TRÈS ACCESSIBLE

Dans le cadre de la garantie de la disponibilité des produits aquacoles, la direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Chlef a annoncé la mise en service de deux points de vente directe. Implantés dans les communes de Chlef et de Ténès, ils permettent désormais un circuit court du producteur au consommateur.

Par Ikram Haou

À cette occasion, le directeur du secteur, M. Hocine Melikèche, a tenu à rassurer la population : ces installations visent à assurer la disponibilité des produits halieutiques à des prix compétitifs durant le mois sacré du Ramadhan. Il a précisé que ces deux

points sont situés au marché de proximité du restaurant central universitaire de Chlef, ainsi qu'à la poissonnerie El Yakout de la commune de Ténès. Côté tarifs, la daurade royale, par exemple, y est proposée entre 1000 et 1400 DA le kilogramme. Les produits, d'une grande qualité, sont rigoureusement contrôlés par des vétérinaires qui en certifient la sécurité sanitaire. Cette initiative vise également à promouvoir la consommation de poissons d'élevage, une alternative alimentaire à haute valeur nutritive accessible financièrement. Ces marchés ont d'ailleurs connu un afflux notable de citoyens venus acheter de la daurade royale. Ces derniers ont salué une démarche susceptible de renforcer la concurrence entre commerçants et de contribuer à la baisse générale des prix des produits de la mer.

L.H



SAÏDA

MOBILISATION DE 50 BRIGADES POUR LE CONTRÔLE DES MARCHÉS DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

La direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national de la wilaya de Saïda a mobilisé 50 brigades pour le contrôle de l'activité commerciale durant le mois sacré de Ramadhan, a-t-on appris, lundi, auprès de cette direction.

La directrice du secteur, Amina Aïd Amira, a précisé que 25 brigades ont été mobilisées pour le contrôle de la qualité et la répression des fraudes et 25 autres pour le contrôle des pratiques commerciales. Ces brigades ont entamé des

opérations d'inspection intensives à travers différents commerces, les marchés de fruits et légumes, ainsi que les points de vente de produits alimentaires de large consommation. Les équipes, composées de 100 agents, veillent tout au long du mois sacré, au suivi de l'approvisionnement du marché, notamment en lait et ses dérivés, viandes rouges et blanches, ainsi qu'à l'observation de l'évolution des indicateurs des prix des différents produits de consommation, selon la responsable.

Le travail des agents de contrôle portera

également sur le suivi et la surveillance des prix réglementés des produits de large consommation, notamment le lait, le sucre, l'huile végétale, le pain et la farine, a-t-on ajouté de même source.

Ces opérations sont menées en coordination avec les différents services concernés, notamment la Sûreté de wilaya, la Gendarmerie nationale, l'inspection vétérinaire de wilaya, ainsi que les commissions des bureaux d'hygiène des communes.

R.R

SIDI BEL-ABBES

ORGANISATION DE LA QUATRIÈME SESSION DE FORMATION DANS LE DOMAINE DU TOURISME ET DES VOYAGES

La Chambre de commerce et d'industrie " Mekerra " de Sidi Bel-Abbes, en coordination avec l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Laâdjen-Miloud, a organisé, lundi, la quatrième session de formation dans le domaine du tourisme et des voyages. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat visant à renforcer les compétences professionnelles et à soutenir les capacités des cadres et des travailleurs du secteur, a-t-on appris auprès des organisateurs.

La secrétaire de wilaya de la Chambre, Mme Souad Boukhedidja, a précisé que cette session s'inscrit dans un programme de formation s'étalant sur 30 mois. Elle a rappelé que la Chambre de commerce et d'industrie " Mekerra " a déjà organisé trois sessions similaires, ayant permis la graduation de

plusieurs promotions de cadres spécialisés.

Elle a ajouté que cette initiative vise à former des cadres et des professionnels qualifiés dans la gestion des agences de tourisme et de voyages, l'organisation de voyages, de la Omra et du Hadj, ainsi qu'à leur permettre de maîtriser les systèmes électroniques adoptés, la législation touristique et les modalités de collaboration avec différents partenaires et opérateurs, aux niveaux national et international. Environ 30 stagiaires, étudiants et travailleurs, participent à cette session dans le cadre d'une stratégie visant à rapprocher la formation du marché du travail et à répondre à ses exigences, contribuant ainsi à élever le niveau de professionnalisme et à améliorer la performance des entreprises activant dans le domaine touristique.

R.R

AÏN TEMOUCHEN

UN APPORT DE 2 MILLIONS DE MÈTRES CUBES D'EAU À PARTIR DU BARRAGE DE SEKKAK

La wilaya d'Aïn Temouchent a bénéficié d'un quota de deux (2) millions de mètres cubes d'eau potable provenant du Barrage de Sekkak, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de l'Hydraulique de la wilaya.

Le pompage de ce volume a été entamé progressivement depuis le barrage de Sekkak en direction du réservoir hydraulique de la zone de "Dzioua", dans la commune d'Aïn Tolba, dans le cadre de l'opération d'interconnexion des infrastructures de stockage d'eau, a souligné le directeur du secteur, Miloud Kerzazi.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une mesure préventive visant à renforcer les réserves hydriques de la wilaya d'Aïn Temouchent, afin de les exploiter en cas d'arrêt exceptionnel de la station de dessalement

d'eau de mer de la plage "El Hilal", située dans la commune de Sidi Benadda, principale source d'alimentation en eau potable de la wilaya, a ajouté le responsable.

Elle fait également partie des dispositions destinées à garantir un approvisionnement régulier des habitants en eau potable, notamment durant le mois sacré de Ramadhan, selon la même source.

Les récentes précipitations enregistrées dans la wilaya ont contribué à porter le niveau du réservoir de Dzioua à environ 3,6 millions de mètres cubes. Ce volume devrait augmenter davantage, une fois l'achèvement du transfert des deux millions de mètres cubes supplémentaires depuis le barrage de Sekkak à Tlemcen, a-t-on indiqué.

R.R

BLIDA

LANCEMENT PROCHAIN DES TRAVAUX DE RÉALISATION DE 11 NOUVEAUX FORAGES D'EAU

Les travaux de réalisation de 11 nouveaux forages, destinés à couvrir les besoins en eau de la partie ouest de la wilaya de Blida, seront lancés prochainement, a-t-on appris lundi auprès de la Direction des ressources en eau et de l'hydraulique.

Selon le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche, les travaux de réalisation de ces 11 nouveaux forages seront entamés prochainement en vue d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) des communes de la partie ouest de la wilaya, notamment Mouzaïa, El Affroun, Aïn Romana et Chiffa, ainsi que la commune d'Oued El Alleug (nord).

Ces nouveaux projets s'inscrivent dans le cadre des programmes destinés au secteur au titre de l'exercice 2026, et visent à améliorer l'approvisionnement en cette ressource vitale, notamment dans les zones connaissant une expansion urbaine. Une enveloppe de 1,4 milliard de DA a été affectée à cet effet.

Les mêmes services procéderont, également, au lancement des travaux de réhabilitation de 10 autres forages en vue d'augmenter leur production quotidienne, notamment à la faveur de la hausse du niveau des eaux souterraines induite par les précipitations enregistrées dans la wilaya depuis le début de la saison hivernale.

Par ailleurs, M. Allouche a souligné que la majorité des communes de la wilaya connaîtront une amélioration notable en matière d'AEP, grâce à l'augmentation du volume de production des différentes infrastructures, notamment les forages et les sources, ainsi qu'à la hausse du niveau des eaux souterraines, dont dépend la wilaya à plus de 70 % pour couvrir ses besoins en eau potable et en irrigation agricole.

Pour rappel, le système de production d'eau a été renforcé en 2025 par la réalisation de 13 forages ayant permis de mobiliser un volume supplémentaire estimé à 7.000 m3/jour. Quelque 25 autres forages ont été, en outre, réhabilités, permettant un apport supplémentaire de près de 4.000 m3/jour.

R.R

ACTUALITÉS RÉGIONALES

FINANCES

LA BAD RENFORCE LE FINANCEMENT DU COMMERCE AU CONGO

Le 13 février 2026, à Abidjan, le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a validé la mise en œuvre d'une facilité de garantie de transaction d'un montant de dix millions d'euros en faveur d'Ecobank Congo.

Par Nawal Bordji

Cette décision s'inscrit dans une stratégie plus large visant à dynamiser le financement du commerce sur le continent et à renforcer les capacités opérationnelles des institutions bancaires africaines. En bénéficiant de ce soutien, la filiale congolaise du Groupe Ecobank Transnational Incorporated se voit dotée d'un outil financier de premier plan destiné à accroître son aptitude à accompagner les entreprises locales dans leurs opérations d'import-export.

Concrètement, cette facilité permettra à la Banque africaine de développement de couvrir jusqu'à la totalité du risque de non-paiement encouru par les banques lors de la confirmation de lettres de crédit et d'autres instruments similaires émis par Ecobank Congo. Ce mécanisme de partage du risque vise à sécuriser les transactions commerciales, à rassurer les partenaires financiers internationaux et à fluidifier les échanges dans un environnement où l'accès au crédit demeure complexe. Pour de nombreuses entreprises congolaises, souvent confrontées à des contraintes de liquidité et à des coûts de financement élevés, cette garantie constitue une opportunité majeure d'élargir leurs horizons commerciaux.

Selon Lamin Drammeh, responsable de la Division du financement du commerce au sein du Groupe de la Banque africaine de développement, cette initiative illustre l'engagement constant de l'institution à soutenir les banques africaines dans leur rôle moteur du commerce international. En fa-



cilitant l'accès aux instruments financiers et en réduisant les risques associés aux transactions, la BAD entend contribuer à lever les obstacles structurels qui freinent les échanges. Ce dispositif doit ainsi permettre de dynamiser les flux commerciaux, de renforcer la compétitivité des entreprises locales et d'améliorer leur intégration aux marchés régionaux et mondiaux, avec une attention particulière portée aux petites et moyennes entreprises.

Les retombées attendues de cette garantie dépassent le seul cadre du secteur bancaire. Plusieurs branches essentielles de l'économie congolaise devraient en bénéficier, notamment le commerce général, les technologies de l'information et de la communication, les services, le transport, la santé et l'éducation. Le financement du commerce de produits alimentaires de première nécessité, tels que l'huile et le sucre, figure également parmi les priorités, afin de contribuer à la sécurité alimentaire et à la stabilité des prix. En soutenant ces domaines stratégiques, la facilité de garantie répond aux be-

soins immédiats du pays, dont le tissu industriel et productif peine encore à satisfaire pleinement la demande locale.

Pour Ecobank Congo, ce partenariat représente un levier décisif. Son directeur général, Olivier Brou Kouamé, souligne que ce mécanisme renforce sensiblement la capacité de la banque à proposer des solutions financières plus attractives et compétitives. En réduisant les contraintes liées au risque, l'établissement pourra accompagner un plus grand nombre de clients dans leurs opérations internationales, tout en participant activement à la relance et à la diversification de l'économie nationale. Cette démarche s'inscrit dans une volonté affirmée de soutenir l'entrepreneuriat, d'encourager l'investissement productif et de favoriser la création de valeur sur le territoire congolais.

Les principaux bénéficiaires de cette facilité seront les PME et les entreprises locales engagées dans le commerce international et clientes d'Ecobank Congo. Une attention parti-

culière sera accordée aux structures dirigées par des femmes et des jeunes, ainsi qu'aux acteurs investis dans les activités liées à la croissance verte et au développement durable. Ce ciblage traduit la volonté de promouvoir une croissance inclusive, capable de générer des emplois, de réduire les inégalités et de soutenir la transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement.

Une convention formelle sera prochainement signée entre la Banque africaine de développement et Ecobank Congo afin de définir précisément les modalités d'application de cette facilité. Ce document précisera notamment les critères d'éligibilité des transactions, les responsabilités respectives des parties, les obligations en matière de suivi et de reporting, ainsi que les exigences relatives aux normes environnementales, sociales et climatiques. Ce cadre contractuel garantira la transparence, la bonne gouvernance et la conformité du dispositif aux standards internationaux.

N.B

L'ESSOR FULGURANT DES STABLECOINS EN AFRIQUE ENTRE PROMESSES DE MODERNISATION ET CRAINTES MONÉTAIRES

Dans plusieurs pays africains, et tout particulièrement au Nigeria et en Afrique du Sud, l'intérêt pour les stablecoins connaît une progression spectaculaire. Ces actifs numériques, adossés à des devises traditionnelles comme le dollar américain, apparaissent pour beaucoup comme une solution innovante aux limites des systèmes bancaires classiques. Une récente étude met en lumière une dynamique d'adoption rapide, portée par la recherche d'outils de paiement plus accessibles, plus rapides et moins onéreux, dans un contexte marqué par des coûts de transaction élevés et une inclusion financière encore incomplète.

D'après le « Stablecoin Utility Report 2026 », élaboré par l'institut YouGov en collaboration avec les entreprises BVNK, Coinbase et Artemis, près de huit personnes sur dix interrogées dans ces deux grandes économies africaines déclarent déjà détenir des stablecoins. Plus significatif encore, une large majorité d'entre elles envisage d'augmenter ses avoirs au cours de l'année à venir, traduisant une confiance croissante dans ces instruments numériques. Cette tendance révèle une transformation progressive des comportements financiers, stimulée à la fois par la digitalisation accélérée des usages et par les difficultés persistantes rencontrées dans les circuits bancaires traditionnels.

Les stablecoins se distinguent des autres cryptomonnaies par leur ancrage dans une monnaie de référence, généralement le dollar, ce qui leur confère une relative stabilité et les rend plus attractifs pour les transactions courantes. Parmi eux, Tether et USD Coin occupent une position dominante sur un marché mondial dont la valeur dépasse désormais les 310 milliards de dollars. Leur succès repose sur la promesse de transferts rapides, sécurisés et peu coûteux, une proposition particulièrement séduisante dans des environnements où les services financiers restent parfois onéreux, lents ou

difficiles d'accès.

Au Nigeria, cette évolution est particulièrement marquée. Une écrasante majorité des personnes interrogées affirme préférer recevoir des paiements en stablecoins plutôt qu'en naira, la monnaie nationale. Ce choix reflète une volonté de se prémunir contre la volatilité locale, l'inflation et les contraintes administratives, tout en bénéficiant d'une plus grande fluidité dans les échanges. Pour de nombreux utilisateurs, ces outils représentent une véritable alternative aux circuits bancaires classiques, perçus comme rigides et coûteux, notamment pour les transferts internationaux et les envois de fonds.

Toutefois, malgré cet engouement, l'usage des stablecoins demeure encore largement concentré dans l'univers du trading de cryptomonnaies. Selon des estimations publiées en 2025 par le cabinet de conseil BCG, près de 90 % des transactions en stablecoins sont liées aux échanges d'actifs numériques, tandis que la part consacrée au règlement de biens et de services reste marginale. Cette situation souligne l'existence d'un potentiel considérable encore inexploité, mais aussi les obstacles structurels qui freinent leur adoption dans la vie quotidienne, notamment la faible acceptation par les commerçants et les plateformes de vente en ligne.

Face à cette montée en puissance, les banques centrales affichent une prudence marquée. Elles redoutent en particulier une forme de « dollarisation numérique », susceptible d'affaiblir la souveraineté monétaire, de compliquer la conduite des politiques économiques et d'accentuer les sorties de capitaux. En favorisant l'usage d'actifs indexés sur une devise étrangère, les stablecoins pourraient, selon ces institutions, fragiliser les monnaies locales et réduire la capacité des États à réguler leur propre système financier. En Afrique du Sud, le gouverneur de la Banque

centrale, Lesetja Kganyago, reconnaît néanmoins que ces technologies pourraient offrir des avantages non négligeables, notamment en matière de transferts régionaux. Dans une région où les coûts d'envoi de fonds vers les pays voisins restent particulièrement élevés, les stablecoins pourraient contribuer à réduire les frais, à accélérer les délais et à renforcer l'intégration financière. Cette vision nuancée illustre les débats en cours au sein des autorités monétaires, partagées entre la nécessité de préserver la stabilité économique et l'opportunité de tirer parti des innovations technologiques.

L'étude souligne également que l'un des principaux freins à une adoption plus large réside dans la faible acceptation des stablecoins par les commerces et les prestataires de services. Tant que ces actifs numériques ne seront pas intégrés de manière significative dans les circuits commerciaux, leur usage restera cantonné à des niches, limitant leur impact réel sur l'économie quotidienne. La généralisation de leur emploi suppose donc des investissements dans les infrastructures, une meilleure sensibilisation des acteurs économiques et un cadre réglementaire clair et sécurisé.

Ainsi, l'essor des stablecoins au Nigeria et en Afrique du Sud s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation des pratiques financières sur le continent. Portés par la recherche d'efficacité, de rapidité et de réduction des coûts, ces instruments numériques suscitent un enthousiasme certain, tout en soulevant de légitimes interrogations quant à leurs conséquences macroéconomiques. Entre promesse d'inclusion financière et risque de fragilisation monétaire, leur avenir dépendra largement de la capacité des États, des institutions financières et des acteurs technologiques à trouver un équilibre durable, conciliant innovation, sécurité et stabilité.

N.B

CAUSE SAHRAOUIE

LE PRÉSIDENT MAURITANIEN REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE HAUT NIVEAU DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE

Le président mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu lundi, au Palais présidentiel à Nouakchott, une délégation de haut niveau de la République arabe sahraouie, conduite par le président du Conseil national sahraoui, M. Hamma Salama, indique l'agence mauritanienne d'information (AMI).

La rencontre s'est déroulée en présence du ministre mauritanien chargé du Cabinet du président de la République, M. Nani Ould Chrougha, indique un communiqué de la Présidence mauritanienne, repris par l'AMI.

Selon l'agence de presse sahraouie (SPS), les deux parties ont évoqué, lors de cette entrevue, la coopération et les questions d'intérêt commun.



RI

REPRISE DES COMBATS AU SUD DU SOUDAN

L'ONU ALERTE SUR UNE SITUATION HUMANITAIRE INQUIÉTANTE

Depuis la reprise des combats au sud du Soudan, la situation humanitaire se fragilise de nouveau, avec le déplacement de centaines de milliers de personnes ces dernières semaines dans l'État de Jonglei. L'interdiction d'accès des aides humanitaires et la destruction des infrastructures sanitaires ont favorisé la famine et la propagation de maladies, notamment le choléra.

Par Malika Azeb

Le chef de l'humanitaire à l'ONU, Tom Flesher, était en visite samedi dans le pays pour des rencontres politiques afin de défendre l'accès de l'aide humanitaire et la sécurité des civils et des travailleurs humanitaires. Il a constaté que, malgré les engagements renouvelés des autorités à faciliter les opérations de secours, l'accès à certaines zones, surtout les plus touchées, reste problématique.

M. Flesher a rappelé, lors de sa visite au nord du pays, que les civils ne

devraient en aucun cas être pris pour cibles. Le chef des opérations de secours de l'ONU a déclaré : « Ici, au sud du Soudan, nous sommes confrontés à une situation explosive, marquée par le changement climatique, les conflits, les inégalités et la pauvreté », ajoutant qu'« actuellement, les Sud-Soudanais ont le sentiment que personne ne les écoute. »

La reprise des affrontements en décembre dernier entre les forces fidèles au président Salva Kiir et celles de son ancien rival Riek Machar, leader du Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition (SPLM-IO), a

généralisé le déplacement de plus de 42 000 personnes dans le centre et le nord de l'État de Jonglei. Près de 280 000 civils ont fui leurs foyers dans huit comtés, selon les estimations des autorités sud-soudanaises, dont beaucoup ont trouvé refuge dans les États du Haut-Nil et des Lacs.

Les combats ont également causé la destruction des structures sanitaires : 13 établissements ont subi des pillages et des endommagements qui ont entraîné la mort de trois personnes et un blessé parmi le personnel médical. Dans certaines zones, les établissements sanitaires ont été complètement

détruits ou ont cessé de fonctionner. En plus des morts par balles, le choléra, qui ne cesse de se propager, a fait 106 nouveaux cas dont trois décès entre le 11 et le 17 février. L'épidémie a causé plus de 98 000 malades et 1 624 morts depuis septembre 2024.

Dans ce contexte, M. Flesher n'a pas cessé de plaider pour la paix, l'accès humanitaire et la protection des civils et des travailleurs humanitaires, des préoccupations difficiles à concrétiser sur le terrain en raison de la persistance du conflit.

MA

PALESTINE OCCUPÉE

DES ONG FONT APPEL CONTRE LA RÉVOCATION DE LEURS LICENCES PAR L'ENTITÉ SIONISTE

Dix-sept organisations humanitaires ont annoncé mardi avoir fait appel contre une décision de l'entité sioniste ordonnant à 37 ONG de cesser leurs opérations à Gaza, en Cisjordanie et à El-Qods Est occupées, demandant une suspension préventive de la mesure avant qu'elle n'entraîne un "effondrement humanitaire" et un "préjudice irréparable" pour les civils.

Les organisations concernées ont contesté la décision adoptée en décembre 2025 qui "ordonne la cessation de leurs activités pour avoir refusé de fournir les coordonnées personnelles de milliers d'employés locaux".

Par cette requête, les pétitionnaires cherchent à "maintenir la situation actuelle et à éviter l'expiration de leur enregistrement", ainsi que "l'expulsion du personnel étranger" jusqu'à ce qu'une décision finale soit adoptée.

Ils ont donc averti que des mesures visant à imposer la fermeture pourraient débuter le 28 février, tout en insistant sur le fait que l'impact serait "immédiat" et affecterait non seulement les organisations individuelles, mais aussi "l'ensemble du système humanitaire".

Ils ont expliqué qu'à Gaza,

les familles "continuent de dépendre" de l'aide extérieure, compte tenu des "restrictions persistantes à l'entrée de l'aide" et des nouvelles attaques contre des zones "densément peuplées", tandis qu'en Cisjordanie, y compris à El-Qods Est, les incursions militaires, les démolitions, les déplacements de population, l'expansion des colonies et les violences des colons entraînent également une augmentation de ces besoins au sein de la population civile.

"Avec les agences des Nations unies et les partenaires palestiniens, les ONG internationales sont responsables de plus de la moitié de l'aide alimentaire à Gaza, et près des trois quarts des activités liées aux abris et à la distribution d'articles non alimentaires", ont-ils noté.

Le 30 décembre 2025, les organisations concernées dont Médecins sans frontières (MSF), Oxfam, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) et CARE, ont été officiellement informées que leur licence expirerait le lendemain et qu'elles auraient 60 jours pour cesser leurs activités à Gaza, en Cisjordanie occupée et à El-Qods Est.

RI

CAMPS DE DÉPLACÉS GHAZAOUIS DES CONDITIONS DE VIE INHUMAINES

Les déplacés de Gaza sont confrontés à une situation humanitaire dramatique, aggravée par les dernières pluies torrentielles qui se sont abattues lundi et mardi, causant l'inondation de leurs abris de fortune.

Les conditions de vie des Gazaouis sont déjà préoccupantes depuis l'agression sioniste du 17 octobre 2023, et la chute des températures qui continue de frapper la bande de Gaza, où les pluies ont inondé des centaines de tentes dans plusieurs endroits, en l'absence de mesures de reconstruction ou de fourniture des éléments de base de la vie des déplacés.

Cinq personnes sont décédées suite à l'effondrement de maisons et à la baisse des températures, en plus de plusieurs enfants et personnes âgées, en raison de l'absence de moyens de chauffage et d'une condition humanitaire difficile pour les déplacés dans les tentes et dans les bâtisses susceptibles de s'effondrer.

L'agression sioniste a provoqué la des-

truction totale ou partielle de 92 % des bâtiments résidentiels dans la bande de Gaza, obligeant la majorité des Gazaouis à se réfugier dans des tentes ne répondant pas aux normes de protection ou à s'abriter dans des maisons au risque d'effondrement accru.

Des sources médicales mettent en garde contre une situation tragique à laquelle sont confrontés les déplacés de Gaza, et affirment que 127 000 tentes sur les 135 000 sont devenues inhabitables. Les déplacés font face à un froid glacial aggravé par le manque de moyens de chauffage de base tels que des couvertures, des matelas, en plus de l'humidité, notamment pour les personnes vivant dans des tentes délabrées ou dans des zones reculées où la pénurie touche tous les besoins de la vie quotidienne, notamment les équipements de chauffage, qui dépasse 70 % dans l'enclave palestinienne.

MA

AGRESSION SAUVAGE CONTRE GHAZA

LE BILAN MONTE À 72.073 MARTYRS ET 171.756 BLESSÉS

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Gaza a fait 72.073 martyrs et 171.756 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué mardi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Sept blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Gaza au cours des dernières 24 heures, a indiqué la même source, no-

tant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 615 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.658 autres ont été blessés, tandis que les corps de 726 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

RI

LIBAN

L'ARMÉE LIBANAISE ORDONNE DE RIPOSTER EN CAS D'ATTAQUE SIONISTE

L'armée libanaise a ordonné mardi le "renforcement" d'un poste militaire situé dans le sud du pays suite à une nouvelle attaque sioniste et a donné instruction à ses forces de "riposter", selon un communiqué de l'armée. L'armée a indiqué que le site avait été la cible d'une attaque sioniste "alors que des soldats libanais établissaient un poste d'observation" près de Sarda-Marjayoun. "Simultanément, un drone de l'armée sioniste a volé à basse altitude pour forcer le personnel à quitter les lieux", précise le communi-

qué, soulignant que face à cette situation, le commandement militaire "a ordonné le renforcement du poste, le maintien sur place et la riposte".

"L'incident fait l'objet d'un suivi en coordination avec le comité qui supervise l'accord de cessez-le-feu et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)", a-t-il conclu.

Cet épisode marque une nouvelle escalade dans une région déjà marquée par des violations récurrentes de la trêve.

En violation du cessez-le-feu en vigueur conclu depuis fin novembre 2024, l'armée sioniste poursuit ses agressions contre le Liban, faisant des centaines de martyrs et de blessés. Le cessez-le-feu stipulait que les forces sionistes devaient retirer leurs forces du Sud-Liban. Or, l'armée sioniste maintient cinq avant-postes sur le territoire libanais, une mesure critiquée par les autorités libanaises, qui exigent la fin de ce déploiement.

RI

JEUX VIDEO

SONT-ILS VRAIMENT DANGEREUX?

Les jeux vidéo font partie intégrante de la vie de nombreux adolescents et adultes, suscitant à la fois fascination et inquiétude quant à leurs effets sur le corps et l'esprit.

Par Salim Nait Ouguelmim

L'un des aspects les plus discutés concerne l'impact de ces activités sur les yeux. Passer de longues heures devant un écran entraîne une fatigue visuelle, souvent appelée asténopie, caractérisée par des sensations de picotements, de brûlure, de sécheresse ou de lourdeur des yeux. Cette fatigue résulte principalement de la fixation prolongée sur des images lumineuses, du clignement réduit et de la concentration intense nécessaire pour suivre l'action à l'écran. Les experts signalent également que les jeux vidéo peuvent accentuer les troubles de la vision préexistants. Par exemple, chez les personnes myopes ou hypermétropes, une exposition prolongée peut intensifier les symptômes, notamment les difficultés à ajuster le focus entre des objets proches et lointains. La lumière bleue émise par les écrans est souvent pointée du doigt : elle pourrait contribuer à la fatigue visuelle et, selon certaines études, perturber le cycle veille-sommeil, car elle influence la sécrétion de mélatonine, l'hormone qui régule l'endormissement. Toutefois, il convient de préciser que la lumière bleue des écrans est bien moins intense que celle du soleil et que ses effets délétères restent encore débattus. Le syndrome de vision informatique, décrit par des ophtalmologistes, regroupe un ensemble de troubles liés à une utilisation prolongée d'écrans, incluant maux de tête, troubles de la concentration visuelle, vision floue et sécheresse oculaire. Pour limiter ces effets, il est recommandé de faire des pauses régulières, de cligner fréquemment des yeux, de régler la luminosité de l'écran et de maintenir une distance adéquate entre les yeux et l'écran. Ces mesures simples permettent de réduire significativement les symptômes, sans qu'il soit nécessaire d'éviter totalement les jeux vidéo.

Fatigue des yeux

Au-delà des yeux, les jeux vidéo ont un impact notable sur le cerveau, affectant à la fois ses fonctions cognitives, émotionnelles et comportementales. Plusieurs études ont mis en évidence que certains types de jeux, notamment les jeux d'action, peuvent améliorer la coordination main-œil, la rapidité de réaction et la capacité d'attention visuelle. Les joueurs expérimentés montrent souvent une meilleure capacité à traiter simultanément plusieurs informations, une compétence que la neuroscience appelle « attention divisée ». Les jeux de stratégie,



la coopération, la résolution de problèmes et la mémoire de travail, ce qui peut entraîner un entraînement cognitif comparable à celui observé dans d'autres activités intellectuellement stimulantes. Le cerveau réagit également sur le plan émotionnel : les jeux vidéo déclenchent la libération de dopamine, le neurotransmetteur associé au plaisir et à la motivation. Cette libération explique en partie le sentiment de satisfaction ressenti lorsqu'on termine un niveau difficile ou qu'on accomplit un objectif dans le jeu. Cependant, cette stimulation continue peut devenir problématique. Une exposition excessive aux jeux vidéo, notamment ceux qui impliquent une récompense fréquente et immédiate, peut favoriser un comportement addictif. Le joueur devient alors dépendant du sentiment de gratification immédiate, ce qui peut nuire à sa capacité de patience et de gestion de la frustration dans la vie quotidienne. La recherche suggère également que des sessions de jeu très longues peuvent entraîner des altérations temporaires de certaines fonctions cognitives. Par exemple, après de longues périodes de jeu, les individus peuvent ressentir une fatigue mentale, des difficultés de concentration et une sensibilité accrue aux distractions extérieures. Il existe aussi un lien entre l'exposition prolongée aux jeux vidéo violents et des changements dans la perception émo-

tionnelle, pouvant accroître l'agressivité ou diminuer la sensibilité aux stimuli émotionnels, bien que ces effets soient variables selon les individus et leur environnement social.

Sur le plan neurologique

Sur le plan neurologique, les jeux vidéo modifient la structure et l'activité de certaines régions cérébrales. Des études d'imagerie ont montré que l'hippocampe, impliqué dans la mémoire et la navigation spatiale, ainsi que le cortex préfrontal, responsable de la planification et du contrôle des impulsions, peuvent être activés de manière plus intense chez les joueurs réguliers. Cela suggère que la pratique modérée peut stimuler certaines fonctions cérébrales, tandis qu'un usage excessif pourrait provoquer une surcharge cognitive. Le sommeil est un autre facteur influencé par les jeux vidéo : jouer tard le soir peut retarder l'endormissement, réduire la qualité du sommeil et altérer le rythme circadien. Ces perturbations ont des conséquences sur la mémoire, la concentration et l'humeur, renforçant ainsi le lien entre habitudes de jeu et performances cognitives. Il est donc recommandé de limiter le temps de jeu, particulièrement avant le coucher, afin de préserver un cycle veille-sommeil régulier. Les jeux vidéo peuvent également influencer la socialisation et les interactions humaines. Les jeux multijoueurs favorisent

la coopération, le travail d'équipe et la communication en ligne, mais une immersion excessive dans ces univers virtuels peut réduire le temps consacré à des interactions réelles, ce qui peut avoir des effets sur le développement socio-affectif, surtout chez les adolescents. L'équilibre entre les bénéfices cognitifs et les risques pour la santé mentale dépend donc de la durée, du type de jeu et de la régularité de l'activité.

Le psyché

Enfin, il est important de considérer la dimension psychologique et comportementale des jeux vidéo. La gratification instantanée, les défis constants et la compétition peuvent renforcer l'estime de soi et la confiance lorsque les objectifs sont atteints. En revanche, l'échec répété ou la dépendance aux récompenses virtuelles peut générer de l'anxiété, du stress et un sentiment de frustration. Des chercheurs ont observé que les joueurs présentant un comportement problématique avaient tendance à montrer des signes d'hyperstimulation cérébrale, notamment dans les circuits de la récompense, ainsi qu'une diminution de l'attention soutenue hors du contexte du jeu. Cela souligne la nécessité d'une approche équilibrée, où le jeu devient un outil de développement cognitif et social plutôt qu'une source de dépendance ou de surcharge mentale. Les recommandations incluent l'alternance entre différentes activités, l'intégration de pauses, la pratique d'exercices physiques et le maintien d'interactions sociales hors ligne, afin de compenser les effets négatifs potentiels et de maximiser les bénéfices sur le cerveau et le bien-être général. Ainsi, les jeux vidéo, lorsqu'ils sont pratiqués avec modération et conscience, peuvent être une source de stimulation cognitive, de coordination et de plaisir, mais leur usage excessif expose à des risques tangibles pour les yeux, le sommeil et le fonctionnement cérébral.

La clé réside dans la régulation du temps de jeu, le choix des contenus et l'attention portée à son propre bien-être physique et psychologique.

S.N.O

ENVIRONNEMENT - FICTION

ET S'IL NEIGEAIT PENDANT UNE ANNÉE SANS INTERRUPTION ?

Imagine que la Terre se retrouve soudainement recouverte de neige, et que cette neige ne cesse de tomber pendant une année entière. La planète, habituellement animée par les saisons, subirait alors un bouleversement d'une ampleur inimaginable. Dès les premiers jours, les températures chuteraient drastiquement.

Par Halim Dardar

La neige, en recouvrant l'ensemble des continents, réfléchirait une grande partie du rayonnement solaire, empêchant la chaleur du soleil de pénétrer dans l'atmosphère et provoquant un refroidissement généralisé. Les régions déjà froides deviendraient pratiquement inhabitables, tandis que celles qui jouissaient habituellement de climats tempérés seraient plongées dans un froid extrême. La neige s'accumulerait rapidement, recouvrant villes et campagnes, montagnes et plaines, et les paysages familiers se transformeraient en étendues blanches infinies, presque uniformes, où il serait difficile de distinguer routes, rivières et bâtiments. Les arbres ploieraient sous le poids des couches successives de neige, certains se brisant sous cette pression constante, tandis que les infrastructures humaines subiraient elles aussi de sérieux dommages. Les toits des maisons, des écoles et des hôpitaux, jamais conçus pour supporter une telle charge pendant une période prolongée, s'effondreraient partiellement ou totalement dans de nombreuses régions, rendant certains lieux totalement inaccessibles et isolés. Les routes et les rails, recouverts de plusieurs mètres de neige, deviendraient inutilisables, et la circulation terrestre serait pratiquement paralysée. Les ports et les voies navigables seraient bloqués par la glace et la neige, et même l'aviation commerciale ne pourrait plus fonctionner en raison des conditions météorologiques extrêmes et de la visibilité nulle. Dans ce contexte, le transport de nourriture et de biens essentiels deviendrait extrêmement difficile, voire impossible dans certaines zones, exacerbant les problèmes d'approvisionnement et provoquant des tensions sociales. L'agriculture serait l'un des secteurs les plus touchés. Les cultures, qu'il s'agisse de céréales, de légumes ou de fruits, ne survivraient pas sous un mètre ou plusieurs mètres de neige, privée de lumière et soumise au gel permanent. Les semences et les récoltes en attente seraient détruites, et les réserves alimentaires, même dans les pays les mieux préparés, s'épuiseraient rapidement. L'élevage subirait lui aussi un coup dur : les animaux domestiques et les bétails seraient confrontés à des conditions



extrêmes, le pâturage étant inexistant et les abris insuffisants pour les protéger du froid intense. Beaucoup d'animaux domestiques succomberaient au froid ou à la famine, tandis que les populations rurales seraient contraintes de chercher désespérément des sources de nourriture et de chauffage. La neige et le froid extrême auraient également des conséquences dramatiques sur la santé humaine. Les maladies respiratoires se multiplieraient, favorisées par le froid et la promiscuité dans les abris de fortune, tandis que l'hypothermie deviendrait une menace constante, surtout pour les populations vulnérables comme les enfants et les personnes âgées. Le stress psychologique, lié à l'isolement et à la rareté des ressources, serait immense, entraînant anxiété, dépression et comportements de panique dans certaines régions. Les réseaux électriques seraient surchargés par la demande de chauffage, tandis que le gel et la neige endommageraient les lignes et les transformateurs, provoquant des coupures massives et durables. Les systèmes de communication seraient également perturbés, rendant la coordination de secours et l'échange d'informations encore plus difficiles. Sur le plan écologique, les conséquences seraient terribles. Les plantes, privées de lumière et recouvertes de neige, commenceraient à mourir, entraînant la disparition progressive des animaux herbivores, puis des carnivores qui en dépendent.

Les écosystèmes terrestres seraient profondément bouleversés, et certaines espèces pourraient disparaître totalement. Les rivières et les lacs seraient recouverts de glace, perturbant la vie aquatique et entraînant des conséquences sur les chaînes alimentaires. Lorsque, au terme de cette année de neige incessante, la glace et la neige commenceraient à fondre, l'eau accumulée provoquerait des inondations catastrophiques. Les fleuves et les rivières déborderaient, submergeant les plaines et les villes, détruisant ce qui reste des infrastructures et rendant certaines zones inhabitables pendant des mois, voire des années. La fonte massive et rapide pourrait modifier la géographie locale et régionale, altérant le relief, creusant de nouvelles vallées et modifiant le cours des rivières. Sur le plan climatique, cette année de neige continue pourrait déclencher un effet boule de neige global. Le refroidissement prolongé pourrait ralentir la circulation océanique et atmosphérique, accentuant les périodes de froid et réduisant la capacité de la Terre à se réchauffer normalement. Dans certaines hypothèses extrêmes, un tel phénomène pourrait être l'étincelle d'une mini-ère glaciaire, avec des conséquences sur plusieurs décennies. La survie humaine serait alors mise à l'épreuve. Les sociétés organisées devraient rapidement trouver des solutions pour se nourrir, se chauffer et communiquer, mais dans de nombreux endroits, la désorganisation et

la panique seraient inévitables. Les gouvernements seraient confrontés à des crises sans précédent, et la coopération internationale serait indispensable pour limiter les pertes humaines et écologiques.

Les communautés les mieux préparées, avec des réserves alimentaires et des infrastructures résistantes, survivraient mieux, mais l'impact psychologique et économique serait immense. Cette année blanche serait ainsi une épreuve collective, révélant la fragilité des sociétés modernes face aux forces extrêmes de la nature. Même les technologies avancées seraient mises à rude épreuve, et beaucoup de systèmes vitaux, du transport à l'énergie, en passant par la santé et l'alimentation, devraient être réinventés pour faire face à cette situation exceptionnelle. En conclusion, un an de neige sur Terre ne serait pas simplement un événement météorologique prolongé, mais un bouleversement global affectant la vie humaine, animale et végétale. Les températures extrêmes, la famine, l'isolement, la destruction des infrastructures et la perturbation des écosystèmes entraîneraient une crise planétaire d'une ampleur jamais vue. La Terre, recouverte de blanc, se transformerait en un laboratoire cruel où la survie serait un défi quotidien, et où chaque aspect de la vie, de la société à la nature, serait redéfini par la puissance implacable du froid et de la glace.

H.D

TEMPÊTE HIVERNALE HISTORIQUE AUW USA LA MÉGAPOLE NEW-YORKAISE PARALYSÉE

Par Chaïmaa Sadou

Du Maryland au Maine, 40 millions d'Américains se réveillent sous d'importantes chutes de neige, parfois proches d'un mètre dans certaines zones. L'une des pires tempêtes hivernales de la décennie paralyse le nord-est des États-Unis. Avec des cumuls de neige record et des rafales de vent violentes, la vie quotidienne a été brutalement interrompue, plongeant les grandes villes et les campagnes dans un silence pesant marqué par un blizzard exceptionnel.

La nature a rappelé sa puissance cette semaine sur le nord-est des États-Unis. Une tempête d'une ampleur rare s'est abattue sur la région, forçant les autorités de sept États (dont New York, le New Jersey, le Massachusetts et la Pennsylvanie) à décréter l'état d'urgence. Dès dimanche, les gouverneurs ont imposé des interdictions de circulation pour tous les véhicules non essentiels, afin de laisser les routes dégagées aux services de secours et de déneigement.

New York, habituellement animée et ininterrompue, s'est réveillée à l'arrêt lundi matin. À Central Park, les services météorologiques ont mesuré 40 centimètres de poudreuse, un record depuis 2021. Mais c'est dans le New Jersey que les chutes ont été les plus spectaculaires : à Freehold, le manteau neigeux atteignait déjà 60 centimètres.

À Boston, les prévisions annonçaient des cumuls similaires, poussant la maire de la ville à évoquer une « ampleur historique ». Selon le Service météorologique national (NWS), certains endroits ont même vu la neige dépasser les 90 centimètres, rendant certains axes totalement impraticables. Les conséquences de ce déluge blanc sont considérables sur les infrastructures. Le transport aérien a été l'un des premiers secteurs touchés : plus de 5 800 vols ont été annulés lundi, et les perturbations se sont accumulées sur plusieurs jours, affectant principalement les hubs de New York, Boston et Philadelphie. Les écoles, les services municipaux, et même le siège des Nations unies à Manhattan, ont fermé leurs

portes, tandis que les trains et les lignes de bus locales étaient suspendus.

Aucune victime n'a été signalée à ce stade, mais le bilan matériel est lourd. Mardi matin, malgré l'accalmie, plus de 500 000 foyers se trouvaient encore privés d'électricité. Dans le Massachusetts et le New Jersey, des centaines de milliers de personnes ont passé la nuit sans chauffage, les rafales de vent dépassant par endroits les 100 km/h (30 m/s) ayant endommagé les lignes électriques. Les services d'urgence appellent à la plus grande prudence alors que les températures chutent, augmentant les risques liés aux pannes prolongées.

Au-delà des chiffres impressionnants — 40 millions de personnes affectées, plus de 500 000 coupures d'électricité — cet épisode souligne la vulnérabilité des mégapoles modernes face à des phénomènes météorologiques d'une intensité exceptionnelle. Alors que le déblaiement commence, la priorité reste le rétablissement du courant.

C.S

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA LANGUE MATERNELLE LE HCA HONORE LES CHERCHEURS POUR LEUR CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE TAMAZIGHT

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA), a honoré un groupe de chercheurs universitaires pour leur contribution à la promotion de la langue amazigh lors d'une cérémonie organisée à cet effet samedi soir.

Par Malika Azeb

La cérémonie a eu lieu à la résidence des magistrats, dans le cadre du programme du HCA célébrant la journée internationale de la langue maternelle le 21 février, en présence du secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad, du coordinateur de la commission algérienne Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi et du représentant du ministère de la justice, Ahmed Amine Boughaba, des chercheurs universitaires et un acteur associatif, qui ont contribué à la promotion de la langue amazigh dans toute sa diversité linguistique.

Parmi les chercheurs qui ont été distingués, figure Mohamed El Hadi Hareche chercheur et professeur d'histoire antique et anthropologiques, principalement associé à l'université Alger 2, Farid Benram-



med Zerdouni, auteur de travaux de recherches académique en psychologie et acteur dans la promotion du patrimoine littéraire amazigh, Yacine Zidane chercheur,

traducteur et auteur de plusieurs ouvrages sur la langue et la culture amazighs et Abdelaziz Abdellah, porteur de patrimoine oral amazigh et membre de l'association « Izelwan » (Poèmes) de Ghardaïa, as-

socié à plusieurs activités et manifestations organisées par le HCA pour la promotion de Tamazight.

Des attestations honorifiques ont été remises aux participants à la journée d'étude « Langue amazigh dans le système judiciaire national : vers la consécration de Tamazight dans la pratique judiciaire et professionnelle », organisé à l'école supérieure de la magistrature (ESM) de Koléa sis à Tipasa.

M. Assad a déclaré que cet hommage constitue un acte de reconnaissance envers ces chercheurs, qui ont œuvré chacun dans son domaine à la promotion et à la préservation de ma langue amazigh en Algérie en soulignant que son département s'engage à soutenir leurs recherches et leurs projets de recherches dans le cadre de son programme pour l'année 2026.

M.A

NOTRE RELIGION

OUVERTURE DE 15 NOUVELLES MOSQUÉES À L'OCCASION DU MOIS DE RAMADHAN

Quinze (15) nouvelles mosquées ont été ouvertes dans plusieurs communes de la wilaya de Bejaïa, à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale des affaires religieuses et des wakfs.

Ces mosquées sont entrées en service après l'achèvement de toutes les procédures liées à l'obtention du certificat de conformité, leur permettant d'accueillir les fidèles, notamment pour les prières du vendredi et des Tarawih, a indiqué le directeur local du secteur, Atik Farid.

Il a salué, à cette occasion, le rôle des associations et des bienfaiteurs pour leur contribution à leur mise en service dès le début du mois sacré.

Le même responsable a informé, en outre, que 126 mosquées sont actuellement en cours de réalisation à l'échelle de la wilaya, en plus d'autres projets de nouvelles



mosquées en cours de lancement.

S'agissant de l'enseignement coranique, il a fait cas de plus de 21.000 inscrits à travers les différentes écoles coraniques, Zaouiâs et mosquées de la wilaya.

Au volet de la solidarité durant le mois de Ramadhan, la Direction des affaires religieuses et des wakfs a, par ailleurs, contribué à l'ouverture de cinq (5) restaurants d'Iftar (rupture du jeûne) dans les communes de Kherrata, Amizour et au chef-lieu de wi-

laya, où plus de 1.600 repas sont quotidiennement préparés sous la supervision du Conseil "Souboul El-Kheirat", relevant de la même direction.

Il a également été procédé, à la veille du mois de Ramadhan, à la distribution de la Zakat au profit de 1.652 familles à travers les différentes communes de la wilaya, dans le cadre des activités du Fonds de la zakat, selon la même source.

R.S

TOURISME

UN NOUVEAU GUIDE POUR LA PROMOTION DES SITES ET ESPACES TOURISTIQUES DE TISSEMSILT

La Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Tissemsilt a réalisé un guide touristique complet destiné à faire connaître les sites et espaces touristiques dont regorge la wilaya, a indiqué, mardi, le directeur du secteur, Khemissi Mechouk.

M. Mechouk a précisé que ce guide vise à mettre en valeur les atouts touristiques de la wilaya et à attirer les visiteurs, tant nationaux qu'étrangers, à travers la promotion des sites naturels, archéologiques et thermaux qui caractérisent la région.

Il a ajouté que ce guide, actuellement en cours d'impression, comprend 120 pages de grand format, présentant de nombreux sites touristiques, dont le Parc national de Theniet El-Had, connu pour la forêt d'El-Meddad, ainsi que le parc d'Aïn Antar dans la commune de Boukaïd, réputé pour ses reliefs montagneux escarpés.

Il met également en avant le plus haut sommet des monts de l'Ouarsenis, le mont Sidi Amar, ainsi que le site archéologique de Taza, lié à l'Emir Abdelkader El-Djezaïri,

la commune de Sidi Amar qui porte le même nom, le site d'Aïn Tekria dans la commune de Khemisti, datant de l'époque romaine, le hammam de Sidi Slimane, ainsi que d'autres monuments naturels et historiques.

Le responsable a souligné que l'objectif de ce guide est de faire connaître et de promouvoir ces sites, afin d'en faire un levier de développement local, à travers l'encouragement de l'investissement touristique et la création d'emplois au profit des jeunes de la région.

Il a également indiqué que la direction a élaboré, en plus du guide, une carte touristique de la wilaya et des dépliants de présentation, ainsi qu'un film promotionnel de 33 minutes mettant en valeur les potentialités touristiques de la région. Ces supports seront distribués aux invités de la wilaya lors des différentes manifestations et mis à disposition dans les structures touristiques et les hôtels.

RS

PROGRAMME 2026 DE LA FAMILLE PRODUCTIVE

JOURNÉE DE SENSIBILISATION À IN-GUEZZAM

Une journée de sensibilisation sur le programme de la Famille productive pour l'année 2026 a été organisée par les cellules de proximité de solidarité de la commune d'In-Guezzam, a-t-on appris mardi des responsables locaux du secteur. Organisée en milieu ouvert, l'opération intervient dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, relatives au lancement dudit programme. Elle s'inscrit au titre des dispositions du décret exécutif 236-25 du 9 septembre 2025, définissant les modalités de mise en œuvre de ce programme national destiné aux familles sans ou à faible revenu, dans le but de les autonomiser économiquement à travers le soutien et l'accompagnement dans des projets générateurs de revenus. Il a été ainsi procédé à la distribution de dépliants et brochures d'information, ainsi qu'à la présentation d'explications sur les critères et les procédures d'éligibilité et sur les modalités d'inscription via la plateforme numérique dédiée à l'opération. Selon les organisateurs, ces campagnes de sensibilisation se poursuivront jusqu'au 7 mars prochain, soit jusqu'à la fin des inscriptions, afin de garantir une large diffusion de l'information aux catégories ciblées dans les différents quartiers de la commune.

R.S

INCHAD

UNE AGRÉABLE SOIRÉE AVEC LA TROUPE "EL-ANADILES"

La troupe artistique "El-Anadiles" a gratifié le public Ouargla, avec un répertoire d'Inchad, interprété, lundi soir, à la maison de la culture Moufidi Zakaria à Ouargla, dans le cadre du programme culturel "Layali Ramadhan". Le public a été séduit par cette troupe qui a présenté des compositions louant Dieu et chantant les valeurs suprêmes de l'Islam, longuement acclamées par l'assistance.

Le programme de "Layali Ramadhan" comporte d'autres activités culturelles et religieuses, dont des récitals de Madih, des conférences et activités interactives animées par des enseignants et des Imams en direction des jeunes notamment, l'organisation d'un concours culturel "Layali El-Ouns" proposant des questions culturelles et culturelles, avec une large participation du public.

Le programme en question, qui a drainé dès son lancement un large public, de différents âges, constitue une opportunité pour les familles de passer d'agréables moments lors de ces soirées culturelles qui se poursuivront tout au long du mois sacré. Cette manifestation, qui vise à animer la scène culturelle locale et proposer des moments de détente après une journée de jeûne, entre dans le cadre des efforts visant la promotion des activités culturelles à travers des activités à caractère éducatif.

R.C

LA FAF FIXE LA DATE DE SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE POUR LE 11 AVRIL

La Fédération algérienne de football (FAF) a fait savoir, mardi, par le biais d'une annonce publiée sur son site officiel, que la tenue de son assemblée générale ordinaire est programmée pour le 11 avril prochain.



Par Malek Gaya

Se référant aux dispositions prévues par les statuts de la Fédération algérienne de football, en particulier celles de l'article 32, le premier responsable de l'instance a notifié l'ensemble des membres statutaires que l'Assemblée Générale Ordinaire aura lieu le samedi 11 avril 2026 à Alger, précise un communiqué émanant de

la FAF. Dans le respect de l'article 32.4 des statuts, la convocation officielle, assortie de l'ordre du jour, du rapport moral et financier annuel, ainsi que du rapport établi par le commissaire aux comptes, sera transmise à tous les membres au minimum dix (10) jours avant la date arrêtée pour la tenue de l'Assemblée, souligne la même source.

A titre de rappel, la Fédé-

ration algérienne de football est dirigée par Walid Sadi depuis le mois de septembre 2023. Celui-ci a été reconduit dans ses fonctions pour un second mandat de quatre années (2025-2029), à l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire électorale organisée le 25 février 2025 au Cercle national de l'Armée de Beni-Messous, à Alger.

M.G

BOXE/TOURNOI DE STRANDJA (77^E ÉDITION)

TROIS BOXEUSES ALGÉRIENNES QUITTENT LA COMPÉTITION LORS DE LA 2^E JOURNÉE

Trois des huit boxeurs algériens engagés dans la 77^e édition du Tournoi de Strandja ont été éliminés mardi, lors de la deuxième journée de cette compétition internationale, organisée du 23 février au premier mars 2026 en Bulgarie.

Fatiha Mansouri a été la première à se faire éliminer, après sa défaite aux points contre la Kazakhe Urakbayena Zhazira, dans un combat comptant pour les 32^{es} de finale de la catégorie des 51 kg.

Sa compatriote Rouaz Douaa s'est inclinée, quant à elle, aux points face à la Britannique Lauren Mackie, aux 16^{es} de finale de la catégorie des 54 kg. De son côté, Djouher Benane, engagée en huitièmes de finale de la catégorie des 70 kg, n'a pas eu plus de chance que ces compatriotes, puisqu'elle a perdu aux points, contre l'Allemande Léonie Muller.

Pour sa part, le seul boxeur Mohamed-Oussama

Arbia défilera, en soirée en 8^{es} de finale, l'Ukrainien Tolmachov Bogdan, dans un combat de la catégorie des 90 kg. Les quatre autres représentants algériens dans ce tournoi feront leur entrée en lice mercredi, dans le cadre de la troisième journée de compétition. Chez les dames, Melissa Hamda (60 kg) et Ichrak Chaïb (65 kg) seront respectivement opposées à l'Ukrainienne Korets Veronika et la Turque Kabak Berfin, pour le compte des 8^{es} de finale, alors que chez les messieurs, leurs deux compatriotes seront opposés à des Bulgares.

En effet, à l'instar de Mustapha Abdou (80 kg), qui fera son entrée en lice face à Choulov William, son coéquipier Abderrahim Magtaâ (+90 kg) sera confronté lui aussi à un Bulgare, en l'occurrence Morejon Yordan, pour le compte des 8^{es} de finale.

Conduite par les entraîneurs Khaled Harima et Mo-

hamed-Amine Ouadahi, la sélection nationale est composée de huit boxeurs (trois messieurs et cinq dames).

L'Algérie est représentée par Abdou Mustapha (80 kg), Arbia Mohamed-Oussama ((90 kg) et Magtaa Abderrahim (+90 kg) chez les messieurs, ainsi que par Fatiha Mansouri (51 kg), Douaa Rouaz (54 kg), Melissa Hamda (60 kg), Ichrak Chaïb (65 kg) et Benane Djouher (70 kg) chez les dames.

Les tours préliminaires, qui ont débuté ce mardi, se poursuivront jusqu'au 27 février courant, avant de laisser place aux demi-finales, prévues le 28 février, alors que les finales auront lieu le 1^{er} mars. Le prestigieux tournoi international de Strandja est considéré comme le plus ancien tournoi de boxe en Europe. Il rassemble chaque année 400 boxeurs d'élite venus des cinq continents.

RS/APS

FOOT/ QUALIF-CAN 2026 (U17)

22 JOUEURS CONVOQUÉS POUR UN STAGE DU 25 FÉVRIER AU 4 MARS À FOUKA

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17), Amine Ghimouz, a retenu 22 joueurs évoluant au championnat local, pour un stage au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tizpaza), a indiqué la Fédération algérienne (FAF), mardi dans un communiqué publié sur son site officiel.

Ce stage entre dans le cadre des préparatifs pour le tournoi de l'Union nord africaine de football (UNAF), qualificatif à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2026 de la catégorie, prévu à Benghazi (Libye) du 22 mars au 5 avril.

Outre l'Algérie et la Libye (pays hôte), le tournoi de l'UNAF, verra la participation de la Tunisie, de l'Egypte et du Maroc. Le tournoi se déroulera sous forme d'un mini-championnat de cinq journées, à l'issue desquelles, les trois premiers au classement se qualifieront à la phase finale de la CAN 2026 U17. Lors du dernier rassemblement, effectué courant février au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, les U17 ont disputé deux matchs amicaux face à la Mauritanie, soldés par deux victoires, sur le même score (2-0).

Voici par ailleurs la liste des 22 joueurs convoqués : Benmedjdoub Nazim (Paradou AC), Ouel Slimane Idir (ES Ben Aknoun), Benkaidia Nazim (CS Constantine), Benramoul El-Hachmi (MC Oran), Noubli Mahmoud (Paradou AC), Mezouar Réda Abdelhamid (MC Oran), Bouacida Ayoub (ES Sétif), Bendaïda Mounhir (ACSC Aflou), Bouhadjla Yasser (O.Akbou), Djoudi Nazim (USM Alger), Dahmas Ayoub (USM Alger), Benalleg Mohamed (JS El Biar), Okbakouta Idda (CRN Ahaggar), Zaoui Abderahmane (MB Mekhdama), Saâd Saoud Aymen (CR Belouizdad), Sadj Ali (JS Kabylie), Belarbi Said (MC Oran), Akbach Mohamed Taher (USM Alger), Baâli Mohamed Nader (ES Sétif), Abed Yacine (Paradou AC) Gacem Abbas (ASO Chlef), Touali Khalil (O. Akbou).

RS/APS

EQUITATION

ALLALI SID-ALI ÉLU NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION ÉQUESTRE ALGÉRIENNE

Le cavalier d'élite, Allali Sid-Ali a été élu nouveau président de la Fédération équestre algérienne (FEA) pour le reste du mandat olympique 2026-2028, à l'issue de l'Assemblée générale électorale tenue, mardi au Centre de regroupement des équipes nationales de Souidania à Alger.

Allali Sid-Ali, unique candidat au poste de président, a remporté le suffrage des votants avec 39 voix des 41 membres votants.

Successeur de Fawzi Sahraoui, qui a démissionné de son poste, fin décembre dernier pour des raisons de santé, le nouveau président de la FEA, est un Cavalier de l'équipe nationale de saut d'obstacles et membre de la fédération équestre. "Je souhaite être un président disponible, présent sur le terrain auprès de l'ensemble des acteurs de l'équitation. Avec mon équipe, nous aspirons à être engagés sur l'ensemble des sujets équestres pour œuvrer ensemble au développement du saut d'obstacles, de la course d'endurance et de la fantasia, afin de bâtir une fédération forte pour un avenir ambitieux", a indiqué le nouveau président.

RS/APS

FOOT /LIGUE 1 MOBILIS /DISCIPLINE

UN MATCH À HUIS CLOS POUR LE MC ORAN

La Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) a infligé au MC Oran un match à huis clos, a indiqué l'instance dirigeante mardi dans un communiqué publié sur son site officiel.

Cette sanction intervient suite à "l'allumage et au jet de fumigènes (cinquième infraction)" par les supporters oranais lors de la rencontre ayant opposé leur équipe au MC Alger (victoire 2-1), vendredi dernier, dans le cadre de la 20^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis.

Outre le huis clos, la Commission de discipline a infligé trois amendes au club de la capitale de l'Ouest : une première d'un montant d'un million de dinars (1.000.000 DA) pour l'allumage et le jet de fumigènes, une deuxième de 100.000 DA pour intrusion de personnes non autorisées sur le terrain et une troisième de 50.000 DA pour mauvaise organisation de la rencontre, précise la même source.

Par ailleurs, le gardien de but du Paradou AC, Toufik Moussaoui, est suspendu pour quatre matchs,

dont un avec sursis, en raison de son "expulsion lors du match face à l'Olympique Akbou" (défaite 3-4), samedi dernier lors de la 20^e journée, après avoir reçu deux avertissements, en plus de propos déplacés envers l'arbitre. Une amende de 200.000 DA lui a également été infligée.

De leur côté, Kheniche Morteza Kheireddine (MC El Bayadh) et Bout Mostefa Rezekallah (JS Kabylie) ont été suspendus pour un match, suite à leur expulsion lors des rencontres face respectivement au CR Belouizdad (0-0) et à ES Mostaganem (2-2).

La Commission a, en outre, infligé plusieurs amendes à un grand nombre de joueurs, dont quatre éléments du MC Oran : Moubarak Omar, Kadour Oussama Safa, Moulay Abdelaziz Abdelkader et le gardien Karim Saoula, sanctionnés d'une amende de 100.000 DA chacun pour "contestation des décisions de l'arbitre".

La sanction financière visant le portier des "Hamraoua", Karim Saoula, a été majorée de 40.000 DA pour "simulation visant à obtenir un avertissement".

Pour le même motif de contestation, les joueurs du MC Alger, Ayoub Abdellaoui et Alexis Guendouz, ont été sanctionnés d'une amende de 100.000 DA chacun. Leur entraîneur en chef, le Sud-Africain Rulani Mokwena, s'est vu infliger une double amende de 100.000 DA : la première pour contestation et avertissement, la seconde pour "refus d'animer la conférence de presse (dernier avertissement avant sanction)" à l'issue du match face au MC Oran (défaite 1-2). Il a également écopé d'une amende supplémentaire de 40.000 DA pour "simulation visant à obtenir un avertissement", selon le communiqué.

Enfin, l'USM Alger a été sanctionnée de trois amendes, dont deux de 200.000 DA chacune pour "absence de l'entraîneur principal" et "absence de la banderole portant le logo officiel", ainsi qu'une troisième de 30.000 DA pour "allumage de fumigènes", lors du match perdu samedi soir à domicile face à la JS Saoura (1-2), toujours pour le compte de la 20^e journée.

RS/APS

ORIENTATIONS PRÉSIDENTIELLES EN FAVEUR D'UNE RENAISSANCE CULTURELLE CRÉATIVE

LES ARTISTES EXPRIMENT LEUR TOTALE ADHÉSION

Les membres de la communauté artistique de Constantine ont exprimé, mardi, leur satisfaction quant aux orientations fixées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue lundi, lesquelles visent à insuffler un nouvel élan à la création et à la vie culturelle en Algérie.

Par Ali Boudefel

Ces directives portent notamment sur le lancement du projet de l'Orchestre philharmonique international d'Alger, la réalisation de grandes salles de spectacles de type Zénith, la dynamisation du rôle des grandes institutions culturelles, ainsi que la relance et le soutien des instituts de musique à l'échelle nationale.

À ce sujet, le directeur du complexe culturel Ahmed Bey « Zénith » de Constantine, Zid Mokram, a salué, dans une déclaration à l'APS, ces décisions qu'il considère comme « un levier fort pour l'action culturelle à travers le pays », favorisant « une interaction directe entre les artistes et le public », tout en positionnant l'Algérie « parmi les nations capables d'accueillir des événements artistiques d'envergure nationale et internationale ».

Concernant la création de l'Orchestre philharmonique international, le même responsable a estimé que ce projet contribuera à redonner vigueur à la musique symphonique et algérienne, dans une approche moderne respectueuse de l'héritage civilisationnel du pays. Dans la même perspective, la directrice du Musée des arts et expressions culturelles traditionnelles du Palais du Hadj Ahmed Bey, Meriem Guebaillia, a souligné que la mise en place de l'Orchestre philharmonique international et la relance de l'Opéra d'Alger « ne se limitent pas à une simple vitrine artistique, mais traduisent l'élan de renouveau que connaît l'Algérie nouvelle, plaçant la sauvegarde et la valorisation du patrimoine civilisationnel au



centre de ses priorités ». S'agissant du redéploiement de l'activité théâtrale, compte tenu de son rôle dans l'animation de la scène culturelle et en tant qu'outil de soft power, Chems Eddine Ghernaout, directeur du Théâtre régional Mohamed Tahar Fergani, a salué cette démarche qui, selon lui, permettra de « consolider la position du théâtre comme espace d'expression artistique et culturelle, tout en ouvrant la voie à la modernisation de ses productions et à l'enrichissement de ses programmes, en phase avec les mutations culturelles et sociales du pays ».

Il a ajouté que l'appui du président de la République au sec-

teur théâtral « insuffle un élan nouveau aux professionnels de la scène, renforce la place du théâtre parmi les instruments du soft power et engage les institutions culturelles à proposer des contenus à la hauteur du rayonnement international de l'Algérie ». Pour sa part, l'artiste Ahmed Benkhelaf a fait part de son optimisme quant à la relance et au soutien des instituts de musique dans l'ensemble des communes, considérant cette initiative comme « le socle essentiel pour la formation d'une génération artistique d'excellence ». Il a également relevé que le rapprochement des structures de formation musicale des jeunes talents « favorisera l'émergence

des potentialités créatrices, l'élévation du niveau artistique et la préservation du patrimoine musical algérien, transmis aux générations futures selon des méthodes scientifiques et des normes artistiques rigoureuses ».

La communauté artistique de Constantine a, enfin, réaffirmé unanimement sa pleine disponibilité à contribuer activement à la mise en œuvre de cette vision ambitieuse, estimant que la phase à venir constitue une occasion historique d'instaurer une renaissance culturelle globale, capable de redonner à l'art toute sa place centrale au sein de la société.

A.B

MUSIQUE ANDALOUSE
SOIRÉE RAFFINÉE AVEC LEÏLA BORSALI À LA MAISON DE CULTURE KATEB YACINE

La Maison de culture et des arts "Kateb Yacine" de Sidi Bel-Abbes a vibré, lundi, au rythme des sonorités authentiques de la musique andalouse, à l'occasion d'une soirée artistique animée par la chanteuse Leïla Borsali, devant un public nombreux d'amateurs de musique classique et de ce genre musical ancestral.

L'artiste a ouvert la soirée avec un bouquet de mouachahate et de poèmes andalous qu'elle a interprétés avec brio, mettant en valeur ses capacités vocales et sa grande sensibilité artistique, ce qui a conféré à la salle une atmosphère spirituelle chaleureusement saluée par les applaudissements du public.

Le programme artistique s'est distingué par sa richesse et sa diversité, Leïla Borsali naviguant entre différents maqâms et rythmes, ressuscitant des chefs-d'œuvre du patrimoine musical andalou dans un style maîtrisé reflétant sa longue expérience dans ce registre artistique. L'ambiance ramadanesque a ajouté une dimension spirituelle particulière à la soirée, les mélodies envoûtantes s'harmonisant avec l'atmosphère du mois sacré, dans une scène artistique alliant élévation spirituelle et esthétique musicale, marquant ainsi un lancement réussi des soirées musicales de la saison.

Dans une déclaration à l'issue du concert, Leïla Borsali s'est dite heureuse de chanter devant le public de Sidi Bel-Abbes, affirmant que "la musique andalouse n'est pas seulement un genre artistique, mais un message culturel et esthétique porteur de

valeurs d'authenticité et de raffinement". Elle a ajouté que la préservation de ce patrimoine constitue une responsabilité collective nécessitant un soutien continu aux initiatives culturelles porteuses de sens.

De son côté, le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya, Abdelhak Amer Benrahou, a indiqué que l'organisation de cette soirée s'inscrit dans le cadre du programme élaboré pour l'animation des nuits de Ramadhan, visant à promouvoir l'action culturelle locale et à offrir au public l'opportunité de découvrir différents genres musicaux patrimoniaux.

Il a souligné que la direction s'emploie à accueillir des artistes de renom afin d'enrichir la scène culturelle de la wilaya. Plusieurs spectateurs ont, pour leur part, exprimé leur admiration pour le niveau artistique de la soirée, estimant que de telles manifestations contribuent à ancrer le goût artistique raffiné et à renforcer l'attachement au patrimoine musical national.

La soirée s'est achevée dans une ambiance de joie et de reconnaissance, le public saluant longuement l'artiste, lors d'une nuit qui a ravivé la magie du tarab andalou et confirmé sa place solidement ancrée dans le paysage culturel algérien.

D'autres soirées artistiques sont prévues, durant le mois sacré, avec des programmes variés mettant à l'honneur le patrimoine authentique et offrant au public des moments alliant plaisir artistique et dimension spirituelle, selon la même source.

RC

ANIMATION RAMADANESQUE À MASCARA
PLUS DE 40 ASSOCIATIONS Y PARTICIPENT

La direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Mascara a élaboré riche programme culturel, artistique pour l'animation des soirées du mois sacré de Ramadhan, avec la participation de plus de 40 associations de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction.

Le programme comprend un éventail varié d'activités, qui débiteront effectivement à la fin de la semaine en cours, notamment des parades folkloriques animées par plusieurs troupes de la wilaya, telles que la troupe " Sidi-Blal" de la commune de Mascara, "El-Baroud et la musique" de Tighennif, et "Ettaïbia" de la commune de Oued El-Abtal, a précisé la même source.

Le programme, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois sacré, prévoit également l'organisation de soirées musicales dans les genres andalou, chaâbi, wahrani, moderne et bédouin, avec la participation de groupes artistiques de la région, dont "Nassim El-Layl" de Mohammadia, "Echababia de musique" , et "El-Adab Oua El-Founoun" de Mascara.

A cette occasion, des représentations théâtrales destinées aux adultes et aux enfants seront présentées, ainsi que des spectacles de divertissement avec la participation d'associations artistiques de l'intérieur et de l'extérieur de la vi-

laya, telles que l'association "Fikra" des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel de Bordj El-Kiffan (Alger), Chabab wa Founoun" de Tablat (Médéa) et "Afkar wa Founoun" d'El-Eulma (Sétif), selon la même source.

Le programme comprend également des chants religieux interprétés par des associations locales, dont "Nassaïm" pour la créativité et les arts de Ghriss, "Nagham wa Sawt" de Mohammadia et "El-Afak" pour la créativité culturelle des jeunes de Mohammadia, ainsi que la projection de films religieux, l'organisation d'expositions de livres religieux et littéraires, et de produits artisanaux typiques de la région, en plus d'une exposition de photographies des martyrs de la wilaya.

Des conférences religieuses portant sur des thèmes liés au mois de jeûne seront également organisées, et seront animées par des cadres de la direction des Affaires religieuses et des Wakfs et du bureau de wilaya de l'association " Maali" des sciences et de l'éducation. Des concours de mémorisation du Saint Coran et du Hadith sont également au programme, a-t-on indiqué.

Ces activités concerneront l'ensemble des communes de la wilaya, y compris certaines agglomérations secondaires et zones rurales, selon la même direction.

RC

«CHANTAGE ÉNERGÉTIQUE» KIEV A ORCHESTRÉ UNE ATTAQUE CONTRE LA HONGRIE ET LA SLOVAQUIE

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, utilise l'arme énergétique pour exercer un chantage contre la Hongrie en visant directement le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, pour participer à sa déstabilisation politique lors des prochaines élections en Hongrie d'avril.

Par Pierre Duval
In mondialisation.ca
& Observateur continental

A lors que les élections législatives hongroises de 2026 ont lieu le 12 avril 2026 afin de renouveler pour quatre ans les 199 membres de l'Assemblée nationale de la Hongrie, Zelensky exerce un chantage sur l'oléoduc Droujba qui est le plus long au monde et l'un des plus vastes réseaux d'oléoducs au monde.

Il transportait avant le conflit en Ukraine du pétrole sur quelque 4000 km depuis l'est de la Russie européenne jusqu'en Ukraine, en Biélorussie, en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque et en Allemagne. Il s'agit de l'un des principaux oléoducs touchés par le conflit en Ukraine, par les sanctions de l'UE et par la volonté de Zelensky de bannir l'énergie à bon marché de Russie pour les pays européens. Plusieurs de ses branches ont subi des interruptions et ont été mises hors service.

Observateur Continental note: «Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, le président ukrainien Volodymyr Zelensky avait vivement critiqué le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. Dans ce contexte, le secrétaire d'État américain Marco Rubio s'est rendu à Budapest, qualifiant les relations bilatérales de plus proches que jamais. Cette visite US a constitué une nouvelle confirmation de la fracture entre Washington et les principaux États de l'UE».

La situation au sein de l'UE est maintenant chaotique

«À deux mois d'élections législatives décisives, l'administration Trump confirme son soutien à Viktor Orbán», annonce Tuteleurope, s'opposant à Bruxelles et Zelensky qui souhaitent son départ. La situation au sein de l'UE est maintenant chaotique. Le plus grand allié historique des Européens se range du côté de la Hongrie d'Orbán, par définition le plus grand opposant à l'UE.

Kiev bloque l'acheminement de pétrole via Droujba pour influencer les élections en Hongrie. Le blocage de pétrole russe vers la Hongrie via l'oléoduc Droujba est effectué par Kiev pour provoquer dans la société hongroise une crise en prévision des législatives qui auront lieu le 12 avril. En décembre dernier, Observateur Continental rapportait que «l'Ukraine fait chanter la Hongrie avec l'oléoduc Droujba». «Droujba est le plus grand système d'oléoducs au monde qui, jusqu'à récemment, approvisionnait pendant des décennies les pays européens en pétrole russe. C'est précisément par les conduites de la



branche sud, qui n'est pas soumise aux sanctions, que le combustible parvient en Hongrie et en Slovaquie, couvrant pratiquement l'ensemble de leurs besoins», précisait Observateur Continental.

Ce qu'Observateur Continental analysait est arrivé. Zelensky a saboté le transport d'énergie russe vitale pour la Hongrie et la Slovaquie. En janvier dernier, Péter Szijjártó, le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce demandait à la partie ukrainienne: «Pourquoi ne demandez-vous pas à votre président quand il autorisera le rétablissement de l'alimentation électrique du pipeline?». En août dernier, Szijjártó publiait sur X: «L'Ukraine a de nouveau attaqué l'oléoduc reliant la Hongrie à l'approvisionnement énergétique, coupant ainsi les approvisionnements. Cette nouvelle attaque contre notre sécurité énergétique est scandaleuse et inacceptable!».

« Nous demandons à la Croatie d'autoriser le transport de pétrole russe »

Il y a trois jours, ce ministre hongrois a annoncé sur X: «L'Ukraine refusant de rétablir le transit de pétrole par l'oléoduc Droujba pour des raisons politiques, nous avons adressé, conjointement avec la ministre slovaque de l'Économie, Denisa Saková, une lettre au ministre croate de l'Économie, Ante Sušnjar. Nous demandons à la Croatie d'autoriser le transport de pétrole russe vers la Hongrie et la Slovaquie via l'oléoduc Adria, car notre exemption de sanctions nous permet d'importer du pétrole russe par voie maritime en cas d'interruption des livraisons par oléoduc. La sécurité d'approvisionnement énergétique d'un pays ne doit jamais être un enjeu idéologique. Nous attendons donc de la Croatie, contrairement à l'Ukraine, qu'elle ne mette pas en péril la sécurité d'approvisionnement en pétrole de la Hongrie et de la Slovaquie pour des raisons politiques».

Le responsable politique hongrois martèle: «Soyons clairs. La Hongrie

ne demande pas de faveur à la Croatie concernant l'oléoduc Adria, mais le respect des règles européennes contraignantes au cas où le transit par oléoduc deviendrait difficile, voire impossible. L'Ukraine bloque les livraisons de pétrole via l'oléoduc Droujba pour des raisons politiques. Dans ce cas, le droit européen autorise la Hongrie et la Slovaquie à acheter du pétrole russe par voie maritime. L'oléoduc Adria peut désormais être utilisé conformément à sa vocation première: une voie d'approvisionnement alternative lorsque les livraisons vers l'est sont perturbées, même s'il ne peut à lui seul approvisionner intégralement la Hongrie et la Slovaquie».

Au moment où Zelensky utilise l'énergie comme moyen de pression politique sur la Hongrie, Péter Szijjártó rapporte la signature sur l'énergie nucléaire avec les États-Unis: «Nous avons signé un important accord de coopération en matière d'énergie nucléaire avec Rubio. Cet accord renforce la sécurité énergétique de la Hongrie et contribue à maintenir les prix de l'énergie pour les ménages et l'industrie hongroise parmi les plus bas du pays sur le long terme». Il est à noter que Alice Weidel, la chef de l'AfD, parti politique nationaliste allemand qui grimpe dans les sondages, marque aussi son soutien à la Hongrie de Szijjártó et montre une rupture dans l'unité de la politique au sein de l'UE.

«La Russie n'a attaqué aucun État membre de l'UE. L'Ukraine se défend. Nous ne devons rien à l'Ukraine. Notre sécurité est garantie par l'OTAN, et non par l'Ukraine», rappelle le ministre hongrois des Affaires étrangères et du Commerce qui a accusé l'Ukraine de saboter l'arrivée de pétrole russe: «L'Ukraine poursuit son ingérence dans les prochaines élections hongroises. Zelensky a décidé, pour des raisons politiques, de ne pas autoriser la reprise des livraisons de pétrole à la Hongrie via l'oléoduc Droujba, malgré l'absence de tout obstacle technique. L'objectif est clair: mettre le gouvernement hongrois en

difficulté en compromettant notre sécurité énergétique à l'approche des élections».

«Le Premier ministre slovaque accuse aussi l'Ukraine de retarder la remise en service de l'oléoduc Droujba pour faire pression sur la Hongrie au sujet de l'UE», signale Reuters. «Fico, qui a maintenu des relations avec Moscou depuis le conflit en Ukraine (2022) et qui a accusé ses partenaires européens de prolonger la guerre en fournissant des armes à Kiev, a déclaré que «les approvisionnements en pétrole étaient devenus une question politique», continue l'agence de presse anglophone.

La Hongrie et la Slovaquie sont fortement dépendantes du pétrole et du gaz russes et s'opposent aux mesures de l'UE visant à mettre fin aux approvisionnements. Ainsi, les deux pays ont annoncé leur intention de prendre des mesures légales dans le cadre de la récente décision de l'UE d'interdire les importations d'énergie russe.

En raison du soutien de Trump et de son administration envers la Hongrie d'Orbán, l'UE demande à Kiev de réparer l'oléoduc Droujba, souligne Radio Free Europe.

«La Commission européenne, réunie le 17 février, a confirmé que Bruxelles était en contact avec l'Ukraine concernant l'oléoduc Droujba, endommagé depuis fin janvier, ce qui empêche l'acheminement du pétrole russe vers la Hongrie et la Slovaquie», assure la station de radio financée par le Congrès des États-Unis. «Nous sommes en contact avec l'Ukraine concernant le calendrier de réparation de l'oléoduc Droujba et la rapidité avec laquelle il pourrait être remis en service», a déclaré Anna-Kaisa Ikonen, porte-parole de la Commission européenne, aux journalistes à Bruxelles, ajoutant que «l'exécutif européen était prêt à convoquer une cellule de coordination d'urgence avec les parties concernées afin d'examiner des solutions alternatives pour l'approvisionnement en carburant».

PIERRE DUVAL



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LES DERNIERS JOURS DE MALCOLM X

Au début de l'année 1965, Malcolm X est devenu l'homme le plus surveillé et le plus menacé du mouvement noir américain. Après sa rupture avec la Nation of Islam (NOI) en 1964, il n'était plus seulement la cible de l'oligarchie blanche, mais aussi de ses anciens frères. En dénonçant publiquement les dérives morales et politiques de la NOI, Malcolm s'était isolé, mais il avait aussi gagné sa véritable liberté idéologique. Il n'était plus prisonnier d'aucune organisation : il était désormais la voix internationale de la dignité noire.

Conscient du danger, il confia un jour :
« Je me réveille chaque matin en sachant que j'ai gagné un jour de plus. Je vis comme un homme déjà condamné. »

Malcolm savait que sa vie serait courte, mais il refusait de se taire.

En février 1965, alors qu'il devait se rendre en France pour rencontrer des étudiants africains et renforcer les liens entre les luttes noires d'Amérique et d'Afrique, les autorités françaises lui interdisent l'entrée sur leur territoire. Cette décision politique, lourde de sens, montre à quel point sa parole dérangeait au niveau international. Il rentre à New York le 13 février.

Dans la nuit du 14 février, sa maison est la cible d'un attentat criminel. Un incendie volontaire ravage son domicile alors que Malcolm, sa femme Betty Shabazz, enceinte, et leurs quatre filles se trouvent à l'intérieur. Par miracle, ils survivent. Malcolm accuse publiquement la Nation of Islam de vouloir l'éliminer, lui et sa famille. Sous pression, il présentera plus tard des excuses, mais les menaces, elles, ne cesseront jamais.

Le dimanche 21 février 1965, Malcolm doit prendre la parole à la salle de bal de l'Audubon, à Harlem. Malgré le climat de terreur, il refuse que les participants soient fouillés à l'entrée : il ne voulait pas transformer ses meetings en camps mili-



itaires. Vers quatorze heures, il entre dans la salle, grave, conscient que le danger est partout.

Lorsqu'il monte au pupitre, il salue la foule par le salut musulman :

« As-Salam Aleikoum. »

La salle répond.

Soudain, au huitième rang, un homme se lève et crie :

« Enlève ta main de ma poche ! »

La foule se retourne, la confusion éclate. Malcolm demande le calme. À cet instant précis, trois hommes, placés au premier rang, se lèvent et ou-

vrent le feu. Malcolm X est criblé de balles. Il s'effondre sur les chaises derrière lui. La salle plonge dans la panique. Betty Shabazz se jette sur le corps de son mari, protégeant d'abord ses enfants avant de courir vers lui. Transporté à l'hôpital, Malcolm est déjà mort.

Sa fille Attallah, âgé de six ans, dira plus tard :
« Cher papa, je t'aime tant. Mon Dieu, comme je voudrais que tu ne sois pas mort. »

Malcolm X n'était pas un simple militant. Il était, avec Marcus Garvey et Martin Luther King Jr., l'un des trois plus grands leaders noirs de l'histoire contemporaine. Mais Malcolm se distinguait par sa lucidité radicale : il comprenait que la liberté ne se mendie pas, elle se conquiert. Il possédait un talent d'orateur exceptionnel, mais surtout une vision globale du monde, reliant la condition des Afro-Américains à celle des peuples africains et colonisés.

Comme Marcus Garvey, qui avait prêché l'unité mondiale des Noirs et inspiré des géants africains tels que Kwame Nkrumah et Jomo Kenyatta, Malcolm X portait ce flambeau en Amérique. Il était l'héritier du panafricanisme et de la fierté noire. Et comme Garvey, il fut haï par le pouvoir blanc, les élites économiques et les structures impérialistes, parce qu'il révélait une vérité dangereuse : un peuple conscient ne peut plus être dominé.

Les derniers jours de Malcolm X furent ceux d'un homme traqué, mais aussi d'un homme libre. Ils ont scellé son destin, mais ils ont aussi transformé sa mort en symbole éternel de résistance, de dignité et de combat pour la justice.

Publié par Djamilla Tapsoba sur Facebook dans Mythes, traditions, nature, 22 février 2026

N'ABANDONNE JAMAIS

Un oiseau ne renonce pas à son nid parce que le vent l'a détruit.

Il recommence, brindille après brindille, jusqu'à ce que son abri tienne debout.

Il ne pleure pas longtemps sur ce qui est tombé. Il rebâtit.

Une rivière ne s'arrête pas devant les rochers.

Elle ne les affronte pas toujours de face...

elle les contourne.

Elle avance, encore et encore, jusqu'à tracer son chemin.

Un arbre ne cesse pas de grandir parce qu'une branche s'est brisée.

Il cicatrise.

Il repousse.

Il s'élève malgré les blessures.

Le soleil ne renonce pas à briller parce que les nuages l'ont couvert.

Il attend.

Puis il perce.

Et la lumière finit toujours par s'imposer.

Continue.

Une araignée ne maudit pas sa toile détruite.

Elle la retisse, fil après fil, avec patience et précision.

La constance est sa force.

Une graine ne se plaint pas d'un sol dur.

Elle pousse en silence.

Elle insiste.

Et un jour, elle brise la terre.

Même le béton ne peut empêcher la vie de trouver une fissure pour émerger.

Leçon :

La nature ne connaît pas l'abandon.

Elle connaît l'adaptation.

Elle connaît la persévérance.



Elle connaît la répétition.

Dans la vie, tu rencontreras des vents contraires, des rochers, des fissures, des nuages.

Mais chaque obstacle est une invitation à devenir plus fort, plus patient, plus stratégique.

N'abandonne pas à la première chute.

Ne t'arrête pas au premier refus.

Ne confonds pas retard et échec.

Continue.

Parce que celui qui persiste finit toujours par transformer l'obstacle en passage.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 23 février 2026

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION À LA FRANÇAISE

Paris, 1972.

Un écrivain camerounais ose écrire ce que beaucoup redoutent de dire.

Son nom : Mongo Beti.

Son livre : Main basse sur le Cameroun.

Dans cet ouvrage, il accuse ouvertement la France d'avoir confisqué la véritable indépendance du Cameroun et d'avoir maintenu un système de domination politique, militaire et économique.

La réaction est brutale.

Le ministre français de l'Intérieur ordonne l'interdiction du livre.

Les exemplaires sont saisis par la police.

L'ouvrage est retiré de la circulation.

Un écrivain africain venait de dire une vérité que le pouvoir voulait enterrer.

Mais cela ne s'arrête pas là.

Parce qu'il refuse de se taire, les autorités françaises tentent aussi de l'éloigner du pays.

Une tentative d'expulsion est envisagée.

Mongo Beti décide alors de résister, non pas avec des armes, mais avec le droit.

Il attaque l'État français en justice.

Et il gagne.

En 1976, la justice française annule l'interdiction.

Le livre redevient légal.

C'est une victoire historique.

La victoire d'un écrivain africain contre un État puissant.

Mais Mongo Beti ne s'arrête pas là.

En 1978, il fonde la revue Peuples Noirs, Peuples Africains, qui devient l'une des plus grandes voix contre le néocolonialisme.

Pendant près de 40 ans, il poursuit son combat avec une seule arme : la vérité.

Moralité :

On peut interdire un livre.

On peut saisir des pages.

On peut tenter d'expulser un homme.

Mais on ne peut pas vaincre une conscience éveillée.

Sources historiques fiables :

– Mongo Beti, Main basse sur le Cameroun, François Maspero, 1972

– Ambroise Kom, Mongo Beti : Par le verbe et par les actes, Présence Africaine

– Mongo Beti, archives de Peuples Noirs, Peuples Africains

– Odile Tobner, Mongo Beti, un homme en liberté

Publié par Djamilla Tapsoba sur Facebook dans Mythes, traditions, nature, 19 février 2026

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU CRIMINEL SPÉCIALISÉ DANS LE TRAFIC DE DROGUE DURE ET SAISIE DE 49,400 KG DE COCAÏNE

Un réseau criminel, spécialisé dans le trafic de drogue dure a été démantelé, lundi, par les services de la Sécurité de l'Armée de la 5 Région militaire, qui ont saisi 49,400 kilogrammes de cocaïne, indique, mardi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à déjouer les tentatives de narcotrafic dans notre pays, les services de la Sécurité de l'Armée de la 5 Région militaire, ont démantelé hier lundi 23 février 2026, un réseau criminel, spécialisé dans le trafic de drogue dure et saisi 49,400 kilogrammes de cocaïne", précise la même source.

Dans le même contexte, les unités de la Gendarmerie nationale à Tlemcen en 2e Région militaire et dans différentes opérations "ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans l'introduction de drogue depuis le Maroc

vers le territoire national", indique le communiqué, soulignant que "ces opérations ont permis la saisie d'un (01) quintal et (20) kilogrammes de kif traité, et l'arrestation de (06) individus en leurs possession



une somme d'argent liée aux revenus de cette activité criminelle, s'élevant à (236) millions de centimes, en sus de neuf (09) téléphones portables, deux (02) drones et un (01) véhicule utilitaire".

"Ces résultats enregistrés dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée et la contrebande, réaffirment encore une fois l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire et sa détermination à lutter contre ces groupes criminels, et dénotent de la vigilance et de la disponibilité permanente des unités de l'ANP, avec ses diverses composantes, et son adaptation à tous les procédés adoptés par les criminels afin d'inonder notre pays par ces poisons", conclut le communiqué du MDN.

RA/APS

SONATRACH/HYDROCARBURES

UN VASTE PLAN D'INVESTISSEMENT DANS L'EXPLORATION À L'HORIZON 2030

Le groupe Sonatrach a tracé un vaste plan d'investissement dans le domaine de l'exploration devant augmenter les activités de prospection du domaine minier national des hydrocarbures, de façon à renouveler les réserves pétrolières et gazières, a indiqué le P-dg du groupe, M. Noureddine Daoudi, soulignant que l'activité exploration et production représente, à elle seule, 75% des investissements de développement pour la période 2026-2030.

"Sonatrach accorde une importance capitale à l'activité exploration et production, qui est considérée comme vitale pour toute entreprise pétrolière et gazière. Dans ce sens, une enveloppe importante est consacrée, à moyen terme, pour concrétiser les projets d'investissement de Sonatrach dans ce domaine. Pour cela, l'activité exploration et production représente à elle seule 75% des investissements de développement consenties par Sonatrach pour la période 2026-2030", a souligné M. Daoudi, dans un entretien à l'APS, à l'occasion de la célébration du double anniversaire de la création de l'UGTA (24 février 1956) et de la nationalisation des hydrocarbures (24 février 1971).

Au titre de ce plan d'investissement, il est prévu un programme d'exploration "colossal" couvrant 66% du domaine minier national des hydrocarbures et incluant le forage d'environ 500 puits d'exploration, ainsi qu'un important programme d'acquisition sismique en 3D et 2D et d'études de traitement et de retraitement géologique et géophysique, a-t-il ajouté.

Insistant sur l'importance accordée à l'exploitation et la maintenance des installations de production, M. Daoudi a noté que l'investissement de production permettra, notamment, de forer environ 950 puits de développement et de réaliser environ 6300 opérations sur les puits existants et que "26% du budget global d'investissement exploration et production est prévue en partenariat".

"Cet important plan d'investissement à moyen terme vise à maintenir et à renouveler notre base de réserves d'hydrocarbures ce qui permettra de répondre favorablement aux besoins du marché national en produit énergétiques, de soutenir les projets structurels majeurs initiés par notre pays et confortera notre part de marché et notre position de partenaire sûr et fiable vis-à-vis de nos clients internationaux", a-t-il soutenu.

17 découvertes réalisées en 2025

S'exprimant sur les découvertes réalisées l'année dernière, M. Daoudi a fait part d'un total de 17 découvertes d'hydrocarbures, un résultat qui confirme que le "domaine minier national reste largement prospectif".

"Nos bassins sédimentaires, complexes et riches, recèlent un potentiel important. Aussi, le nombre de découvertes enregistrées durant l'exercice 2025 s'élève à 17, concentrées dans des bassins dits matures, démontrant que notre domaine minier demeure largement prospectif", a-t-il précisé.

Quant à la démarche du groupe dans le domaine de la pétrochimie, suivant les orientations du Président de la République relatives à la nécessité de promouvoir la transformation en Algérie des ressources nationales, M. Daoudi a affirmé qu'il s'agit, pour Sonatrach, "de passer d'un modèle dominé par l'amont vers un modèle intégré, où la pétrochimie devient un levier stratégique de souveraineté industrielle, de diversification économique et de création de valeur locale, tout en consolidant le rôle de l'Algérie comme acteur énergétique majeur à l'échelle régionale et euro-méditerranéenne".

Il a expliqué que les projets conduits dans ce segment, auront un impact considérable sur l'économie nationale et constituent une opportunité pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), de créer des emplois directs et indirects, et d'encourager les PME, notamment dans la transformation des matières plastiques, en plus d'être des vecteurs de valorisation des hydrocarbures, de satisfaction du marché national en produits pétrochimiques, actuellement importés.

Des projets de taille mondiale en cours de réalisation

Dans le cadre d'un ambitieux programme structurant dédié au raffinage et à la pétrochimie, Sonatrach a lancé plusieurs projets de "taille mondiale", et qui sont destinés à réduire les importations et atteindre l'autosuffisance.

Parmi ces projets actuellement en phase de construction, réalisés en efforts propres par le groupe le complexe MTBE (Méthyl Tert-Butyl Ether) à Arzew, un additif, actuellement importé, utilisé dans la formulation de l'essence, le complexe LAB (Linéaire Alkylbenzène) à Skikda dont le produit est mis au service de l'industrie des détergents et des nettoyants, et le complexe STEP/PDH PP à Arzew, pour la production du polypropylène, a expliqué M. Daoudi.

Dans le cadre du partenariat, Sonatrach est as-

sociée avec la compagnie turque Ronesans pour un projet PDH PP, actuellement en phase de construction en Turquie, a-t-il mentionné, notant que le groupe continue de discuter et d'étudier avec divers partenaires potentiels d'autres projets pétrochimiques liés à la production de plastique et de méthanol.

M. Daoudi a, dans ce cadre, relevé que le projet MTBE, entamé en 2022, connaît actuellement "une progression de 86% en février 2026 avec une entrée en production progressive et une mise en service graduelle des unités, projetée à juin 2026".

Interrogé, d'autre part, sur les récents partenariats internationaux conclus par Sonatrach, notamment dans le cadre du Bid Round 2024, le Pdg du groupe a indiqué que l'année 2025 a été marquée par la conclusion de huit (8) contrats d'hydrocarbures, dans le cadre de la loi 19-13, avec de grandes compagnies internationales, dont cinq contrats dans le cadre de l'appel à concurrence lancé par Alnaft.

"Sonatrach poursuit présentement ses discussions avec de nombreuses autres compagnies, dont des majors, pour la conclusion de nouveaux contrats d'hydrocarbures, et ce, dans le cadre des différents protocoles d'accord signés en 2024 et 2025", a-t-il dit à ce propos.

De la nationalisation à la diversification économique

Interrogé sur la nationalisation des hydrocarbures que l'Algérie célèbre le 55e anniversaire, M. Daoudi a estimé qu'elle constitue, bien plus qu'une décision économique, "un acte fondateur de souveraineté nationale et un tournant stratégique dans la construction de l'Etat algérien moderne, un acte fondateur qui symbolise la reconquête de la souveraineté algérienne sur ses richesses naturelles".

"Au plan symbolique, cette décision a consacré la récupération effective du contrôle des ressources naturelles après l'indépendance en 1962, en affirmant la pleine souveraineté de l'Algérie sur ses richesses énergétiques et a permis de structurer un modèle énergétique national intégré autour de Sonatrach qui est devenu l'un des principaux leviers de financement du développement du pays", a-t-il rappelé.

Aujourd'hui, a-t-il souligné, le groupe adopte une "vision prospective visant un mix énergétique durable d'ici 2030, renforçant le rôle de l'Algérie comme exportateur fiable et résilient", ajoutant que cette date incarne aussi un nouveau défi, celui de transformer l'héritage de souveraineté en levier de diversification économique, de création de valeur locale et d'innovation technologique.

RA/APS